

LE RÈGLEMENT AMIABLE HOMOLOGUÉ

par

Pierre STEIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 16 Décembre 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. RIPERT**

Assesseurs : **MM. ESCARRA et PLASSARD**

PARIS - 8°

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

1938

LE RÈGLEMENT AMIABLE HOMOLOGUÉ



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41551431_0068

LE RÈGLEMENT AMIABLE HOMOLOGUÉ

par

Pierre STEIN

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT
présentée et soutenue le 16 Décembre 1938

MEMBRES DU JURY

Président de thèse : **M. RIPERT**

Assesseurs : **MM. ESCARRA et PLASSARD**

PARIS - 8°

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

3, Rue Soufflot, 3

1938

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

But et origines du Règlement amiable homologué

Venir au secours des commerçants malheureux et victimes des événements de crise en leur épargnant la faillite et jusqu'à son souvenir, aider à la « reprise » en facilitant leur relèvement, pallier aux effets sociaux résultant de déconfitures multiples, tels sont les buts du Règlement Amiable homologué.

Section I. — Origines du Règlement Amiable dans le Droit Français

1) Généralisation des sursis et des moratoires

Le rapport au Président de la République du décret-loi du 25 août 1937 spécifie « qu'il faut mettre un terme aux moratoires et aux sursis ». L'habitude des moratoires, et aussi des réductions de créances, avait en effet été prise, témoin les lois des 1^{er} avril 1936 et 30 juin 1926 réglant les rapports entre vendeurs et acheteurs de fonds de commerce. Mais ces lois, pour ne citer qu'elles, n'envisagent que les obligations existant entre un débiteur et

certaines de ses créanciers : bailleur, vendeur de fonds de commerce, tiers-porteur, etc. L'idée d'une loi d'envergure, étendant ses effets à la totalité, ou, tout au moins, à la plus grande partie des créanciers, devait germer dans les esprits.

Le 16 juin 1936, à l'ouverture de l'assemblée annuelle de la Conférence Générale des Présidents et Membres des Tribunaux de Commerce de France, M. Piketty, Président du Tribunal de Commerce de la Seine, exprimait le vœu que : « Le commerçant victime de circonstances passagères et capable d'un relèvement rapide, puisse être convoqué devant un juge délégué en même temps que ses principaux créanciers pour examiner si la situation ne pourrait être redressée par un simple attermoiement accepté par les créanciers après examen d'une situation exactement révélée. » (1).

A situation exceptionnelle, législation d'exception. Les précédents ne manquaient pas. On retrouve aux époques troublées de notre histoire de pareilles interventions du législateur en faveur des débiteurs éprouvés, sous la forme de concordats préventifs, plus ou moins amiables. Tel fut l'objet des décrets des 19 mars et 22 août 1848 ; des décrets des 21 août, 7 septembre et 19 décembre 1871 (2).

Plus près de nous, laissant de côté la série des moratoires commencée en 1914, le Règlement Transactionnel

(1) Conférence générale des Présidents et Membres des Tribunaux de Commerce de France. Compte rendu de l'Assemblée générale du 16 juin 1936, p. 16.

(2) Voir C. RIPERT. *Le régime démocratique et le droit civil moderne*.

du 2 juillet 1919 modifié le 28 avril 1922, s'efforça de donner aux commerçants dont les affaires avaient été désorganisées par les bouleversements de la guerre mondiale les moyens de rétablir leur situation. Cette loi a été sévèrement appréciée, mais elle a permis d'éviter le danger de faillites généralisées qui auraient atteint des commerçants anciens combattants.

Tout récemment, en Belgique, un Arrêté Royal du 15 octobre 1934 — dont nous aurons à reparler — a institué le bénéfice de la gestion contrôlée pour les commerçants malheureux et de bonne foi, dans le but « de sauvegarder les entreprises qui méritent leur place dans l'industrie du pays » (1).

2) *Modération du règlement de l'insolvabilité*

A côté des origines du décret du 25 août 1937 tenant à l'idée de la nécessité des sursis et des moratoires ainsi que des réductions de dettes en périodes troublées, et aussi, peut-être de l'habitude de la généralisation de ces pratiques — il y a celles qui se raccrochent au courant d'idées, déjà ancien, de modération et d'adoucissement du règlement de l'insolvabilité des débiteurs, tant commerciaux que civils.

Il y a encore les tentatives d'introduction de procédures étrangères dans notre législation des faillites et des liquidations judiciaires telles que le concordat préventif et la

(1) Rapport au Roi précédant l'Arrêté Royal du 15 octobre 1934.

gestion contrôlée. La durée relativement longue du temps pendant lequel la procédure du Règlement amiable pourra être tentée — jusqu'au 1^{er} janvier 1940 — semble bien indiquer le désir d'expérimenter ces institutions. Nous examinerons ces influences étrangères dans le paragraphe suivant réservé au Droit comparé.

Origines du Règlement Amiable tenant au désir de modération des procédures destinées à résoudre l'insolvabilité.

L'histoire du droit montre une tendance presque continue à la commisération envers les débiteurs. Les modes d'exécution se sont singulièrement adoucis depuis le Droit Romain !

En 1867 les derniers vestiges des voies d'exécution sur la personne physique ont à peu près disparu avec la suppression de la contrainte par corps en matière civile et commerciale. D'ailleurs, les risques d'emprisonnement pour dettes avaient bien diminué depuis la loi du 28 mai 1838 sur les faillites, puisque, contrairement à la loi de 1807, l'incarcération du failli n'avait plus lieu d'office.

Il fallait pourtant inciter le failli à révéler le plus tôt possible son insolvabilité, dans l'intérêt de tous, et la menace qui l'y contraignait avait disparu. Il ne restait plus que les sévérités et sanctions morales et civiles, et les incapacités politiques. La crainte qu'elles inspiraient incitait pourtant les commerçants menacés par la faillite à prolonger leur situation par tous les moyens possibles, au grand détriment des créanciers. Il fallait donc adoucir

le régime de la faillite et substituer aux anciens procédés d'intimidation une sorte de prime à la franchise et à la loyauté des débiteurs, en les intéressant directement à la franchise, et, si possible, à leur relèvement.

Les nombreux projets et propositions qui furent ébauchés par les milieux intéressés se référaient à trois systèmes : « le sursis de paiement, le concordat préventif, la bifurcation de la procédure, unique au début, en deux modes de liquidation, l'un sévère, l'autre plein d'indulgence » (1). Aucun d'eux n'a été complètement adopté. La législation de 1838 n'a pas été modifiée. On s'est contenté de créer à côté d'elle la Liquidation Judiciaire, objet de la loi du 4 mars 1889. Le débiteur qui l'obtient n'a pas ses biens mis sous la main de justice. Les incapacités qui l'atteignent sont réduites au minimum. Ainsi la note infamante de la faillite est-elle, de justesse, évitée.

Après la crise qui a suivi la guerre, de nombreux projets de lois inspirés, les uns par le désir de modérer la procédure de liquidation de l'insolvabilité, les autres par la généralisation de l'habitude des sursis et moratoires, furent déposés sur le bureau de la Chambre. Ils tendaient soit à l'adoption du système du concordat préventif (proposition Emile Faure) (1), soit à l'adoption de la dualité de la procédure (proposition de Monzie et Cot), soit à l'adoption d'un règlement transactionnel qui remplacerait

(1) PERCEROU. *Des Faillites et des Liquidations judiciaires*, 2^e édition, tome I, page 47.

(2) PERCEROU, *op. cit.*, p. 65.

la liquidation judiciaire et la faillite pour les commerçants gênés par la crise (2). Le régime de la liquidation judiciaire, comme celui de la loi de 1838 avant la loi du 4 mars 1889, semble aujourd'hui trop rigoureux.

Le législateur n'a cependant pas touché aux institutions de la faillite et de la liquidation judiciaire. Il s'est contenté de créer, pour une durée limitée, le Règlement amiable homologué.

Section II. — Origines du Règlement amiable dans le Droit Comparé

Opinions diverses sur la condition morale du failli

Tandis que dans les législations d'inspiration latine les procédures destinées à résoudre le problème de l'insolvabilité sont, d'une façon générale, envisagées sous l'angle d'une liquidation plus ou moins radicale de la situation du débiteur, les législations anglo-saxonnes et dans une mesure moindre les législations du groupe germanique, ont cherché, à côté de cette solution radicale que constitue la liquidation et la procédure du concours, à prévenir et éviter la faillite soit par le système des concordats préventifs, soit par celui du sursis de paiement, soit enfin par la gestion contrôlée.

Ces solutions originales de l'insolvabilité, en dehors du

(1) J. RAULT. *Le règlement amiable homologué*. Extrait de la *Revue générale des Faillites et des Liquidations judiciaires*, p. 6, note 1.

droit de la faillite, sont dues aux jugements différents qu'inspire à l'opinion publique la déconfiture des commerçants, ou des non-commerçants. La déconfiture ne revêt pas le même caractère dans les pays influencés par la civilisation latine que dans les pays du groupe anglo-saxon. Toujours plus ou moins infamante chez les premiers, elle prend plutôt, chez les seconds, l'aspect d'un accident regrettable, mais non déshonorant en soi. Les Anglo-Saxons ont donc eu plus de facilités pour remédier aux inconvénients multiples de la faillite, tandis que les législations latines devaient effacer, dans le plus bref délai possible de la scène commerciale, les débiteurs en difficultés.

DROIT ANGLAIS

Le droit anglais offre une grande variété de voies de droit propres à éviter la faillite. Si la procédure de la faillite est commencée, le débiteur peut s'entendre avec ses créanciers et obtenir d'eux un concordat préventif conclu sous l'autorité de Justice avec l'intervention d'un Trustee. (Composition ou Scheme of arrangement). Cette combinaison est peu employée (1). On lui préfère les procédures extrajudiciaires aboutissant à des arrangements amiables. (Deeds of arrangement). Le Deed of arrangement Act de 1914 en prévoit trois.

- 1) Le « Deed of Assignment for the benefit of creditors »

(1) CHARLEY DEL MARMOL. *La faillite en Droit Anglo-Saxon*. Bibliothèque de l'Institut Le Droit comparé de Lyon, t. 42, p. 333 et suivantes.

équivalant à un abandon de biens à un « trustee » qui liquidera la « property » du débiteur et en répartira le prix entre les créanciers.

2) Le « Composition Deed », sorte de concordat octroyant au débiteur un sursis ou des remises de dettes ou les deux à la fois. L'intervention du trustee peut être requise pour en assurer l'exécution.

3) Le « Deed of Inspectorship with letter of licence ».

Cet arrangement consiste en une délégation du débiteur faite à ses créanciers de ses droits relatifs à la gestion, à l'administration et même à la vente de son fonds de commerce. Ces droits seront exercés par le trustee au mieux des intérêts des créanciers et constitueront leur garantie. Le Deed of Inspectorship s'inspire de la notion de la gestion contrôlée.

Tous ces accords qui supposent la bonne foi et l'absence de fraude, doivent, pour être valables, être approuvés par la majorité des créanciers, tant en nombre qu'en sommes. Ils ne sont pas homologués et ne sont pas opposables aux créanciers opposants qui conservent la faculté de, dans le mois de la signification, déposer une demande en faillite. L'ordonnance de Séquestre qui pourra s'ensuivre annulera l'arrangement privé (1).

DROIT BELGE

En Belgique on s'efforce d'éviter la faillite par le sursis

(1) CHARLEY DEL MARMOL, *op. cit.*, p. 342.

de paiement (art. 593 du Code de Commerce) et le concordat préventif (loi du 29 juin 1887).

Tout récemment un arrêté royal du 15 octobre 1934 « assouplissant et complétant la législation sur le sursis de paiement » a institué la gestion contrôlée. C'est un perfectionnement du sursis de paiement et son adaptation à la crise. Pour obtenir ce dernier le débiteur doit prouver que son actif est supérieur ou au moins égal à son passif. L'article 593 du Code de Commerce dispose en outre que la cessation temporaire des paiements doit être la suite d'événements extraordinaires et imprévisibles. L'arrêté royal du 15 octobre 1934 a précisé que, pendant une année, ces événements (1) « pourraient être le résultat des conditions économiques actuelles » et substitué la double majorité en nombre et en somme à la double majorité en nombre et des deux-tiers en somme.

La gestion contrôlée. — Il est bon d'insister sur les caractéristiques de cette loi de crise, car les auteurs du Règlement Amiable s'en sont fortement inspirés. Le but de l'arrêté royal du 15 octobre 1934 est d'empêcher les entreprises saines d'être exécutées par les créanciers. Le législateur belge a imaginé de confier à des commissaires choisis par un juge nommé par décision du Tribunal de Commerce rendue sur simple requête, la confection d'un plan de réorganisation ou de liquidation de l'entreprise que l'on s'efforcera de faire accepter par les créanciers. En attendant l'établissement de ce plan et l'accord des intéressés les poursuites de toute nature sont suspendues.

Le plan sera homologué par un jugement rendu en audience publique. La seule voie de recours est l'appel, ouverte à tous pendant 20 jours. Le plan règle toutes les questions nécessaires au bon fonctionnement ou à la réalisation du fonds de commerce dont il s'agit. La publicité est réduite au minimum afin de ne pas porter atteinte au crédit du débiteur. Les commissaires surveilleront l'exécution du plan et y aideront si besoin est.

Naturellement cette procédure n'est accessible qu'aux commerçants malheureux et de bonne foi.

Nous retrouverons beaucoup de ces dispositions dans le règlement amiable dont nous allons commencer l'étude.

Section III. — Caractères généraux du Règlement Amiable homologué

Le Règlement Amiable est un remède contre la crise, a-t-on dit. Du point de vue juridique c'est un moyen d'éviter la faillite ou la liquidation judiciaire que le législateur a donné aux commerçants victimes des perturbations économiques actuelles. Une procédure simple permet aux débiteurs malheureux et de bonne foi d'obtenir de ses créanciers, sous le contrôle du Tribunal de Commerce, des délais (conditions de paiement) et des réductions de dettes.

On suppose que les créanciers, tout au moins la majorité d'entre eux, mis en présence de la situation exacte de leur débiteur, dans des conditions qui en assurent l'au-

thenticité, auront la sagesse de préférer à un paiement minime résultant d'une exécution brutale des paiements différés mais substantiels, dont les acomptes pourront être réglés sur le rythme futur et régénéré de l'entreprise.

D'ailleurs l'obstruction de quelques-uns ne saurait entraver les intérêts de tous puisque une double majorité en nombre et des deux-tiers en somme suffit à valider *erga omnes* la convention.

En attendant la conclusion du traité il sera sursis aux poursuites de nature à empêcher l'exercice de l'activité commerciale du débiteur, considérée comme le gage le meilleur, quoique souvent fragile, des créanciers.

Le règlement à intervenir est donc avant tout un contrat. Mais c'est un contrat collectif dont les clauses ne s'imposeront pas qu'à ceux qui y ont donné leur consentement. Le décret du 25 août 1937 a voulu prévenir les désastreux effets pouvant résulter de l'obstruction de quelques-uns et précise qu'il suffira au débiteur d'obtenir l'adhésion de la majorité de ses créanciers en nombre et des deux-tiers en sommes. Venant après le décret-loi du 30 octobre 1935 sur les groupements d'obligataires, cette loi de majorité constitue une remarquable extension des principes du contrat collectif dans notre droit privé, dont le principal et peut-être le seul exemple consistait dans le concordat. La nécessité de contrôler le respect des droits de la minorité explique à elle seule l'intervention du Tribunal de Commerce.

Mais les droits des créanciers n'ont été restreints qu'en

raison de la mauvaise situation du débiteur. Si celle-ci vient à s'améliorer, la révision du règlement permettra aux créanciers d'en profiter. Ils suivent en quelque sorte la fortune de leur débiteur.

L'étude du Règlement Amiable Homologué comportera 7 chapitres :

Chapitre I : Personnes bénéficiaires.

Chapitre II : Préparation de la Requête.

Chapitre III : Du jugement déléguant un juge au jugement rendu sur le rapport du juge délégué.

Chapitre IV : Du jugement rendu sur le rapport du juge délégué au jugement statuant sur l'homologation.

Chapitre V : Le jugement statuant sur l'homologation.

Chapitre VI : Sanctions du règlement.

Chapitre VII : Dispositions diverses.

CHAPITRE I

Personnes bénéficiaires

Le décret s'adresse aux commerçants et artisans malheureux et de bonne foi. Il faut déterminer avec précision quels sont les commerçants ou artisans qui ont droit au règlement amiable et quels sont les éléments constitutifs du « malheur » et de la « bonne foi ».

A) LES COMMERÇANTS ET ARTISANS

Aux termes de l'article 1^{er} le règlement amiable homologué intervient entre le débiteur commerçant ou artisan et la majorité de ses créanciers. L'article 2 en donne également le bénéfice aux sociétés commerciales, à certaines conditions.

La qualité de commerçant s'appréciera d'après les principes généraux et notamment d'après le critère donné par l'article 1^{er} du Code de Commerce : « Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ».

Inscription au Registre du Commerce. — Mais le décret exige une autre condition : le commerçant doit être « régulièrement inscrit au registre du commerce ». Jusqu'à ce jour l'accomplissement de la formalité de l'ins-

cription au registre du commerce était sans influence sur les prérogatives et les devoirs attachés à la qualité de commerçant.

D'après la loi du 18 mars 1919, en effet, les actes de toute nature faits par un commerçant non inscrit sont valables, du moment que les formalités particulières prévues par les lois et relatives à ces actes ont été accomplies. A l'inverse, l'inscription au registre de commerce ne modifie en rien la théorie à laquelle se réfère l'article 1^{er} du Code de Commerce : « Sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ». Car le but de la loi du 18 mars 1919 a été de créer un instrument de publicité commode de la situation des commerçants, permettant de fournir à tous les intéressés les renseignements indispensables à la conclusion loyale d'obligations juridiques. Le registre du commerce est, selon l'heureuse expression de M. Lyon-Caen, un « casier des commerçants » (1). Cette conception précise du rôle du registre du commerce diffère beaucoup des théories qui ont présidé à l'élaboration de cette institution dans d'autres pays, en Allemagne et en Suisse par exemple, où l'inscription confère au commerçant tout ou partie des prérogatives attachées à son état.

Le décret-loi du 25 août 1937 innove donc nettement sur ce point. Il est vrai que c'est à l'occasion d'une législation d'exception. Remarquons, en outre, que l'obligation

(1) LYON-CAEN et RENAULT. *Traité de Droit Commercial*, t. I, p. 829.

faite aux commerçants de s'inscrire au registre du commerce pour obtenir le bénéfice d'un règlement amiable, est une des nombreuses illustrations de la tendance qui prévaut aujourd'hui, sous des formes diverses : la séparation très nette de l'état de commerçant de celui de non-commerçant. La première conséquence est la constitution d'un droit commercial autonome dont les règles, sinon la substance, s'écartent de jour en jour de celles du droit privé (1).

Inscription au Registre des Métiers. — La même exigence a lieu à l'égard de l'artisan. En ce qui concerne ce dernier le fait saillant est son entrée dans le droit privé (2). Les artisans sont en effet mis sur le même plan que les commerçants et les sociétés commerciales. Les conséquences de cette assimilation peuvent être importantes : les artisans pourront être déclarés en faillite. Dans bien des cas d'ailleurs cette solution sera justifiée, puisque, d'après la loi du 26 juillet 1925, modifiée par la loi du 27 mars 1934, les artisans peuvent avoir sous leurs ordres jusqu'à dix ouvriers ou employés.

Condition spéciale pour les Sociétés Anonymes. — Les Sociétés Anonymes doivent remplir une condition supplémentaire. Le paragraphe 3 de l'article 2 spécifie : « qu'elles ne pourront invoquer le bénéfice du présent décret que si leurs administrateurs acceptent de réduire

(1) J. ESCARRE et J. RULT. *Principes de droit commercial*, p. 55 et suiv.

(2) G. RIPERT. *Revue Générale de Droit Commercial*, année 1938, n° 1, page 197.

leur rémunération à un taux fixé d'accord avec leurs créanciers, pendant la durée d'application du Règlement Amiable Homologué. »

Cette disposition qui traduit une certaine méfiance à l'égard des Sociétés Anonymes demande quelques commentaires. On sait que les traitements alloués aux administrateurs comportent :

- 1) des jetons de présence ;
- 2) des tantièmes ;
- 3) des appointements.

Les premiers sont généralement insignifiants et les seconds seront vraisemblablement inexistants au moment du dépôt d'une requête à fin de Règlement Amiable. La loi est donc, à cet égard, de peu de portée. Quant aux appointements touchés par tel ou tel administrateur en qualité de directeur ou d'administrateur-délégué, ils ne rentrent certainement pas dans la catégorie des traitements envisagés. M. Jean Rault, dans le remarquable ouvrage qu'il a consacré au Règlement Amiable Homologué, précise : « que cette solution reste vraie même si le traitement du ou des directeurs consiste dans une portion des bénéfices réalisés par l'entreprise » (1). Mais sans insister sur l'influence que peuvent à cet égard exercer les créanciers, il faut remarquer que le bénéfice du décret n'est accordé qu'aux débiteurs de bonne foi, et que si le mode de rémunération devait servir à tourner les prescriptions formelles de ce dernier, il y aurait lieu d'annuler le règlement.

(1) Jean RAULT. *Le R. A. H.*, op. cit., p. 35.

D'autres questions se posent. Qu'arrivera-t-il si la décision des administrateurs réduisant leur rémunération sous forme de tantièmes n'est pas prise à l'unanimité ? Car il n'appartient pas aux administrateurs de priver l'un d'entre eux de ses droits, à moins d'une disposition spéciale des statuts. Faudra-t-il recourir à une assemblée générale ? Le cas présente assez peu d'intérêt pratique. Car les administrateurs auront le plus grand intérêt à se montrer conciliants avec leurs créanciers sur ce chapitre comme sur beaucoup d'autres.

Une nouvelle difficulté surgit. Que faire, le cas échéant, des sommes non touchées par les administrateurs et provenant de la réduction des tantièmes ? M. Rault suggère de les porter à un compte d'ordre et remarque que « l'existence d'un tel solde serait vraisemblablement pris en considération par le tribunal saisi, dans les termes de l'article 19, d'une demande de révision du Règlement Amiable Homologué » (1).

Cas des commerçants cessant leur commerce. — Les individus cessant leur commerce ont-ils droit au Règlement Amiable ? La question est délicate. Il faut reconnaître que l'esprit du décret et son texte, l'intention de ses auteurs, des rédacteurs de projets similaires et des rapports les précédant, montrent qu'on n'a songé qu'aux individus continuant d'exercer leur commerce.

Le rapport précédant le projet de loi adopté par la

(1) Jean RAULT. *Le R. A. H.*, op. cit., p. 38.

Chambre des Députés le 18 février 1937 et dont le décret du 25 août 1937 reproduit les grandes lignes explique qu'on a voulu « permettre aux entreprises viables de se réorganiser et leur rendre leurs possibilités de travail en empêchant de les exécuter ». Il précise encore : « Le Règlement Amiable Homologué donne la possibilité de maintenir ainsi désormais l'activité des commerçants et artisans dont la situation financière momentanément gênée serait, d'un commun accord entre les fournisseurs et clients, reconnue saine et digne d'intérêt à tous points de vue. L'aide n'est apportée qu'aux entreprises offrant une certaine stabilité. »

Nombreux sont en outre les articles du décret qui supposent que le commerçant n'a pas cessé d'exercer son activité. Pourtant rien n'indique non plus que le commerçant ayant décidé d'arrêter son commerce ne peut avoir droit au bénéfice du décret.

M. Ignace, dans le très complet article qu'il a consacré à ce sujet dans un numéro de la *Gazette du Palais* (1) estime que les tribunaux suivront à cet égard leur jurisprudence relative aux demandes de liquidation judiciaire. Or on sait que les tribunaux la refusent aux anciens commerçants. Mais la question demeure controversée. M. Bouillard se prononce en sens contraire en se basant sur le fait qu'il vaut mieux terminer une vie commerciale honorablement plutôt que par la faillite, et que d'ailleurs

(1) *Gaz. Pal. Doct.* 1937, II, p. 33.

les créanciers s'en trouveront bien puisqu'ils toucheront des dividendes plus forts.

M. Neuburger, dans un autre article de la *Gazette du Palais* (1) nous apprend que le Tribunal de Commerce a accordé le Règlement à un commerçant cessant son commerce.

La question ne paraît cependant pas pouvoir être tranchée définitivement. Les tribunaux ne refuseront pas *a priori* le règlement à un commerçant cessant son commerce. Mais ils se montreront sévères à l'égard des débiteurs qui désertent leur métier, à moins qu'il ne soit prouvé que la profession de ces derniers ne puisse les faire vivre. Et c'est un cas qui se présente parfois dans une époque où tout évolue rapidement (2).

Débiteur ayant demandé la liquidation judiciaire. — L'article 21 permet d'accorder le bénéfice du Règlement au débiteur qui aurait déposé son bilan aux fins de liquidation judiciaire avant la date d'entrée en vigueur du décret. Mais il faut que le tribunal n'aie pas encore statué.

Cas du débiteur déclaré en faillite. — L'alinéa 2 du même article laisse au débiteur la même faculté, dans le mois de la publication du décret, au cas où il aurait été l'objet d'une déclaration de faillite n'ayant pas encore acquis l'autorité de la chose jugée.

Un jugement de la 11^e Chambre du Tribunal de Com-

(1) *Gaz. Pal.*, n° du 29-11-1937.

(2) V. pour la négative : PERRAUD, CHARMANTIER et RIVAL. *Le R.A.H.*, n° 22.

merce de la Seine en date du 22 décembre 1937 (*Gaz. Pal.* 1938, 1^{er} semestre, p. 446 et la note) a accordé le bénéfice du Règlement au commerçant déclaré en faillite plus d'un mois après la publication du décret, par un jugement de défaut auquel il avait été fait opposition. Le tribunal a fait droit à la requête du commerçant et rapporté, sur l'opposition, le jugement déclaratif de faillite.

Cette décision semble d'ailleurs conforme à l'esprit sinon à la lettre du décret. En effet, d'une part l'article 5 précise que : « si le tribunal est saisi d'une requête ou d'une assignation en déclaration de faillite, il ne statue sur la faillite qu'après s'être prononcé sur la requête à fin de Règlement Amiable », de l'autre, l'article 6 établit le sursis aux poursuites à partir de la décision déléguant un juge. Or l'opposition au jugement donnant au tribunal l'occasion de statuer à nouveau sur la faillite, ce dernier doit auparavant se prononcer sur la requête.

B) ETRE MALHEUREUX ET DE BONNE FOI

1) *Le « Malheur »*. — L'expression utilisée montre le souci qu'a eu le législateur de séparer nettement le Règlement amiable non seulement de la faillite, mais encore de la liquidation judiciaire.

Le commerçant « malheureux » évoque naturellement le commerçant en état de cessation de paiements. Mais, ainsi que le fait remarquer l'éminent Président du Tribunal de Commerce de la Seine, M. Michaud : « Nous ne

devons pas oublier que le Règlement Amiable Homologué est à la disposition des débiteurs malheureux et de bonne foi et qu'il n'est jamais précisé qu'il faille être en état de cessation de paiements pour profiter de cette procédure nouvelle » (1) et encore : « Il faut vous rappeler qu'en instituant le Règlement Amiable le législateur a voulu créer une nouvelle procédure qui ne ressemble en rien ni à la liquidation judiciaire ni à la faillite. Vous n'y voyez jamais le terme « cessation de paiements » (2).

Aussi le débiteur peut-il invoquer le bénéfice du décret à titre de mesure préventive, sans attendre ses difficultés financières. Il lui suffit de prévoir une incapacité de faire face à ses échéances dans un temps plus ou moins éloigné.

Mais le commerçant malheureux n'est, à aucun moment, le commerçant incapable de gérer convenablement son entreprise. Le « malheur » ne doit pas servir à couvrir l'impéritie, ou même des spéculations malheureuses.

2) *La bonne foi.* — La bonne foi s'analyse, ici comme ailleurs, dans une disposition d'esprit du débiteur. Il ne faut pas que celui-ci utilise le Règlement Amiable pour frustrer ses créanciers en éludant ses engagements. L'existence de la bonne foi sera donc souverainement appréciée et déterminée par le Tribunal à l'aide des éléments qui lui seront fournis par le débiteur, par la comparution de ce dernier en Chambre du Conseil, et enfin par les rensei-

(1) Conf. gén. des Prés. et Memb. des Trib. de Com. de France. Ass. gén. 16 juin 1938, p. 23.

(2) *Idem*, p. 27.

gnements fournis par le Procureur de la République et prescrits par l'article 4. Cette disposition a déjà reçu d'heureuses applications. « Nous avons eu la bonne fortune, a déclaré M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine, d'obtenir du Parquet de la Seine — qui au début n'avait pas exactement compris le motif de ces dépôts de requêtes — que, dans trois jours, il nous soit donné copie des fiches que le Parquet conserve de tous les aimables clients du Tribunal Correctionnel et sur lesquels nous relevons des renseignements qui ne laissent subsister aucun doute sur la valeur morale du débiteur » (1). M. le Président cite ensuite plusieurs exemples de communications faites par le Parquet et qui ont servi à refuser le Règlement à des débiteurs de mauvaise foi. Il signale encore que les tribunaux : « disposent d'un autre moyen de s'éclairer sur la moralité des débiteurs, c'est de s'informer, dès le dépôt de la demande, de la régularité de sa situation à l'égard de la Caisse des Assurances Sociales. Les versements à cette caisse, en effet, ne constituent pas l'acquittement d'une simple dette : en conservant la part des assurances sociales prélevées sur les salaires de son personnel, l'employeur commet un délit, et ne saurait dès lors être considéré de bonne foi » (2).

Les Tribunaux ont donc, outre les indications fournies par le débiteur, des éléments qui leur facilitent le discernement de la bonne foi. La disposition de l'article 4 constitue une très heureuse innovation.

(1) *Ibid.*, p. 22.

(2) *Ibid.*, p. 22.

C) CRÉANCES COMPLÈTEMENT EXCLUES DU CHAMP D'APPLICATION
DU DÉCRET

Un certain nombre de créanciers ne seront, à aucun degré — si ce n'est le Trésor Public, mais à des conditions déterminées par lui — atteints par le Règlement amiable Homologué, et le débiteur ne pourra se protéger contre leurs poursuites.

Ces créanciers, jugés particulièrement intéressants soit à raison de leur nombre, soit à raison de l'incidence que des restrictions à leurs droits de poursuite auraient sur les finances publiques, se divisent en cinq catégories, d'après l'origine de leurs créances (1).

1) *Créances non commerciales.* — Le but du décret étant de venir au secours des commerçants victimes de la crise, ceux-ci ne pourront bénéficier du règlement à l'égard des créances civiles, délictuelles et quasi-délictuelles, et d'une manière générale « de toutes celles qui n'auront pas été contractées pour les besoins du commerce ou de l'entreprise artisanale » (art 25). Il faut donc placer dans la catégorie des dettes exclues les engagements réputés commerciaux en vertu de la théorie de l'accessoire, par exemple les lettres de change émises en règlement d'une obligation civile.

2) *Créances des Obligataires contre les Sociétés Anonymes.* — Cette exclusion se comprend assez bien puisque

(1) Art. 25 du Décret du 25 août 1937.

le décret-loi du 30 octobre 1935 a réglé la question des rapports des obligataires — réunis en une même masse — avec leur débiteur, société commerciale. Les sociétés commerciales désireuses de bénéficier utilement des avantages du Règlement Amiable devront donc s'entendre avec leurs obligataires avant la conclusion d'un Règlement, si elles ne veulent pas s'exposer à des poursuites de la part de ces derniers.

3) *Créances des Travailleurs et assimilés.* — « Les créances visées par le livre I, article 47 du Code du Travail, modifié par le décret du 8 août 1935 ».

Il s'agit de la « fraction insaisissable des sommes restant dues sur les salaires effectivement gagnés par les ouvriers pour les 15 derniers jours de travail ou par les employés pour les 30 derniers jours, sur les commissions dues aux voyageurs et représentants de commerce pour les 90 derniers jours de travail et sur les salaires dus aux marins du commerce pour la dernière période de paiement (art. 47 a, livre I, titre III, chap. II, section II du Code du Travail).

Quant à la fraction saisissable de ces salaires et aux créances de salaires privilégiées énumérées à l'article 2.101, par. 4 du Code Civil et l'article 549 du Code de Commerce, elles rentrent dans le champ d'application du décret. C'est-à-dire que le sursis de l'article 6 leur est opposable. Mais le Règlement Amiable Homologué ne leur est pas opposable.

En ce qui concerne le solde de leurs salaires, c'est-à-dire

la partie qui n'est l'objet d'un privilège à aucun titre, les salariés demeurent à l'égard du Règlement et de toute la procédure dans la condition juridique de créanciers chirographaires (1).

b) Les sommes dues par les employeurs aux caisses des Assurances Sociales en vertu de l'article 53 de la loi du 5 avril 1928 et aux Caisses de Compensation en vertu de la loi du 11 mars 1932.

4) *Créances d'une Société* dont les emprunts sont soumis à un régime légal ou réglementaire spécial ou bénéficient de la garantie de l'Etat, des départements, des communes ou des Etablissements publics.

Il s'agit des créances des sociétés plus ou moins contrôlées par l'Etat, des Concessions, Régies, etc., et notamment du Crédit Foncier et du Crédit National.

5) *Créances du Trésor Public*. — Un décret du 13 janvier 1938 détermine les conditions dans lesquelles des délais pourront être accordés aux débiteurs. La procédure comporte une demande faite par lettre recommandée à l'agent chargé du recouvrement des impôts dont il s'agit. L'agent ne peut accorder que des délais. Sa décision est susceptible d'un recours hiérarchique.

(1) V. J. RAULT. *Le B. A. H.*, op. cit., n° 29, p. 44.

CHAPITRE II

Préparation de la requête

Mise en route de la procédure. — De même qu'en matière de liquidation judiciaire, la procédure débute par une demande faite par le débiteur ou par son mandataire. Un créancier ne pourrait en prendre l'initiative, contrairement à ce qui a lieu en matière de faillite.

Compétence.

1° *ratione materiae.* Le Tribunal exclusivement compétent est le Tribunal de Commerce. Le premier alinéa de l'art. 2 l'indique expressément : « Dans tous les cas, l'homologation est demandée au Tribunal de Commerce ».

2° *ratione loci.* Il n'est pas dérogé aux règles de la compétence. Le Tribunal compétent sera le Tribunal dans lequel le débiteur aura son principal établissement (art. 3, al. 1).

S'il s'agit d'une société, le Tribunal qui connaîtra de la demande sera celui où elle aura son siège social, à moins que ce dernier ne soit situé à l'étranger, auquel cas le Tribunal compétent serait celui du lieu où la société a son principal établissement (art. 3, § 2).

Présentation de la demande. — Le débiteur entame la procédure en déposant une requête avec pièces à l'appui

au Greffe du Tribunal de Commerce compétent (art. 3, § 1).

Pièces à l'appui de la demande. — Le débiteur joindra à sa requête :

1° l'état détaillé de l'actif et du passif;

2° la liste des créanciers avec leurs noms, prénoms et adresses, ainsi que le montant et la cause de leurs créances, que celles-ci soient ou non échues et soient ou non contestées, avec les indications dont elles sont assorties, le cas échéant (art. 3, al. 4);

3° la justification de ses propositions de règlement et tous documents de nature à établir la capacité de paiement;

4° un état des opérations effectuées par lui pendant les quinze derniers jours ayant précédé le dépôt de la requête.

La production de ces documents n'appelle que de brefs commentaires. Ils témoignent du souci qu'a eu le législateur de n'accorder un règlement amiable homologué qu'aux débiteurs honnêtes dont les affaires offrent des garanties sérieuses de solidité et de stabilité.

Justification de propositions préalables faites par le débiteur à ses créanciers. — Le débiteur devrait, d'après les termes mêmes du décret, et avant de s'adresser au Tribunal, avoir fait des propositions concrètes à ses créanciers. Cette exigence, jointe à celle de la justification d'un accord intervenu entre le débiteur et ses créanciers, lorsque celui-ci aurait « déjà obtenu l'adhésion de la majorité

requis », cas expressément prévu à l'art 3, § 1 du décret, montre que tel a bien été le désir du législateur. Ce dernier a voulu réduire l'intervention des tribunaux au strict minimum. Son sœu est que ceux-ci n'aient, le plus souvent, qu'à entériner un accord.

« Les Pouvoirs Publics pensaient que presque tous les débiteurs viendraient, avec l'accord de la majorité de leurs créanciers, demander au Tribunal simplement d'homologuer leurs décisions » (1), a déclaré M. le Président du Tribunal de Commerce de la Seine à l'assemblée générale du 16 juin 1938 de la Conférence Générale des Présidents et Membres des Tribunaux de Commerce de France. Le législateur n'a prêté aux débiteurs le prestige de la Justice qu'afin d'entraîner le consentement des créanciers récalcitrants.

Aussi, bien que M. Jean Rault, dans son remarquable ouvrage sur le règlement amiable homologué, remarque que « la consultation préalable des créanciers ne constitue nullement une condition de la recevabilité de la demande », car « nulle disposition ne fait obligation au débiteur de procéder à cette consultation préalable » (2), pensons-nous que ce dernier devra, tout au moins, produire des pièces établissant qu'il a prévenu les créanciers de ses intentions. Il faut qu'une pollicitation ait été faite. D'ailleurs, si le législateur n'a pas expressément fait de la consultation des créanciers une condition de recevabilité

(1) Conférence générale des Présidents et Membres des Trib. de Comm. de France; Ass. gén. 16 juin 1938, p. 23.

(2) J. RAULT, *op. cit.*, p. 56, note 1.

de la demande, c'est plutôt parce qu'il n'a pas nettement envisagé le cas d'une demande sans sollicitation préalable. En effet, il ne prévoit pas le défaut de consultation, mais seulement le défaut « d'accord conclu avec les majorités requises » (art. 3, § 3).

Etat des plus récentes opérations effectuées par le débiteur. — La prescription du n° 4 de l'art. 3, soit la production d'un « état des opérations effectuées par le débiteur pendant les quinze derniers jours ayant précédé le dépôt de la requête », constitue une heureuse innovation destinée à démasquer les opérations incorrectes effectuées au détriment des créanciers par un commerçant désireux de retarder par tous les moyens sa déconfiture.

Avis de la requête au Procureur de la République. — L'art. 4 porte que le « Greffier donne avis de la requête dans les vingt-quatre heures au Procureur de la République ». Ainsi, les juges pourront être éclairés sur la personnalité d'un débiteur qui aurait été ou serait l'objet de poursuites judiciaires (voir supra, p. 22). Remarquons en outre que le Greffier, au cas où le Tribunal serait déjà saisi d'une demande en déclaration de faillite, devrait immédiatement prévenir le Président, afin d'éviter que les juges ne se prononcent avant d'avoir statué sur la requête à fin de règlement amiable (art. 5, § 6).

Dans les trois jours du dépôt de la requête, le Tribunal devra être en possession du dossier du débiteur, auquel sera jointe la fiche du Parquet et, le cas échéant, la demande à fin de déclaration de faillite.

CHAPITRE III

**Du jugement déléguant un Juge
au jugement rendu sur le rapport du Juge délégué**

Nous examinerons successivement dans ce chapitre :

1° *le contenu* du jugement déléguant un Juge;

2° *ses effets*;

3° *le rapport du Juge*.

Section I. — Le jugement déléguant un Juge.**Contenu.**

C'est le Tribunal siégeant en Chambre du Conseil (art. 5, § 1) qui procède à l'examen de la requête du débiteur, comme dans la liquidation judiciaire. Mais il n'est indiqué nulle part dans le décret qu'aucun des jugements intervenant au cours de la procédure doive être rendu en audience publique.

Nomination d'un Juge. — L'objet principal du jugement est de nommer un Juge qui sera chargé de rédiger un rapport réunissant sur la demande introduite par le débiteur tous les éléments susceptibles d'éclairer le Tribunal.

Néanmoins, la Chambre du Conseil procède elle-même à un bref examen de la requête; examen qui portera principalement sur le climat de l'affaire. L'audition personnelle du débiteur, dont il est regrettable qu'elle n'ait pas

été prescrite à peine de nullité, lui permet de se faire une idée de sa moralité (art. 5, § 3).

Nomination des mandataires de justice. — Si l'affaire est importante ou obscure, le Tribunal adjoindra au Juge un ou plusieurs « mandataires de justice ». Ce sera, le plus souvent, un syndic. Le Tribunal fixera en outre le montant de la provision qui devra être consignée afin d'assurer la réalisation de la mission du ou des mandataires.

Mesures de publicité. — Le Tribunal peut prescrire des mesures spéciales de publicité, afin d'atteindre tous les créanciers intéressés (art. 5, § 2). Celles-ci consisteront dans la publication d'un extrait de la requête. Elles sont facultatives, mais le débiteur peut les demander au Tribunal qui ne pourrait, à ce qu'il semble, les lui refuser. Lorsque la publicité est ordonnée, le jugement désignant un Juge « peut n'être prononcé qu'à l'expiration d'un nouveau délai qui ne peut être supérieur à quinze jours ». Le Tribunal n'est naturellement pas tenu de remettre à quinzaine la nomination d'un Juge. Il a la faculté, tout en prescrivant la publication d'un extrait de la requête, de désigner un Juge dans un seul et même jugement. Cette facilité est de nature à accélérer la procédure.

Il est d'ailleurs de règle, au Tribunal de Commerce de la Seine, et dans beaucoup d'autres ressorts, d'ordonner la publicité, même si elle n'est pas sollicitée, afin de rendre le règlement opposable à tous les créanciers chirographaires. Aussi beaucoup de praticiens ont-ils demandé que la

publicité soit rendue obligatoire. Il est préférable de conserver aux Juges toute liberté à cet égard. Car les mesures de publicité peuvent avoir pour effet de diminuer le crédit du commerçant dans des proportions susceptibles d'empêcher son relèvement.

Cas où le Tribunal est saisi d'une requête ou d'une assignation en déclaration de faillite. — « Le Tribunal ne doit statuer sur la faillite qu'après s'être prononcé sur la requête à fin de règlement amiable ». Le premier jugement fixe donc, à l'égard des demandes de mise en faillite, le point de départ d'un véritable sursis accordé au débiteur, dont la durée dépendra du sort fait à sa requête. Le sursis pourra cesser lors du jugement rendu sur le rapport du Juge délégué si la requête est rejetée. Si, au contraire, la continuation de la procédure est décidée, le sursis s'étendra jusqu'au jugement statuant sur l'homologation.

Il y a lieu de remarquer qu'en cas de refus d'homologation du règlement, l'appel interjeté par le débiteur n'étant pas suspensif (art. 16 *in fine*), le Tribunal peut aussitôt après le jugement mettre le débiteur en faillite.

Il est enfin vraisemblable que le bénéfice du sursis ne serait pas accordé au commerçant susceptible d'être mis d'office en faillite par le Tribunal.

Inscription au Registre du Commerce. — La décision du Tribunal déléguant un de ses membres pour vérifier la situation du débiteur est mentionnée au folio du Registre du Commerce ou des Métiers.

Cette mention est effectuée à la requête du Greffier. Son utilité apparaîtra à l'étude des effets du jugement à l'égard des tiers.

Section II. — Effets du jugement déléguant un Juge

L'effet le plus remarquable de ce jugement est un *sursis* accordé au débiteur à toutes poursuites et mesures d'exécution propres à assurer l'exécution de ses obligations au détriment de son commerce. La contre-partie de ce sursis consiste en la restriction des pouvoirs du débiteur.

Nous étudierons dans un premier paragraphe le sursis octroyé au débiteur ; dans le second, les incapacités qui l'atteignent.

§ 1. — LE SURSIS

Etendue du sursis. — Le point de départ du sursis est le jugement désignant un Juge. Ce jugement peut être, ainsi que nous l'avons remarqué (V. sup., p. 32), postérieur à celui qui a prescrit les mesures de publicité. La durée du sursis s'étend jusqu'au jugement rendu sur le rapport du Juge délégué si la requête du débiteur est rejetée ; jusqu'au jugement accordant ou refusant l'homologation dans le cas contraire.

Personnes bénéficiaires. — Il va sans dire que c'est le débiteur qui profite du sursis en premier lieu, puisque c'est

en sa faveur qu'il a été institué. Mais le décret a prévu le cas où certaines personnes seraient fondées à s'en prévaloir. Il serait plus exact de dire que le législateur a voulu expressément empêcher l'extension du bénéfice du sursis aux co-obligés du débiteur, question qui eût embarrassé les Juges et défavorisé la circulation des effets de commerce.

Le sursis ne profite qu'aux *cautions ordinaires* (art. 2021 du Code civil), c'est-à-dire qu'à celles qui n'ont pas renoncé au bénéfice de discussion et qui ne sont point co-débitrices solidaires. Encore, ces cautions pourront-elles être l'objet de toutes mesures conservatoires (art. 6 *in fine*).

Tous les autres co-obligés ne peuvent s'en prévaloir (art. 6). « Le sursis provisoire ne profite pas aux co-débiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion ou qui sont débiteurs solidaires ou avaliseurs ». Comme en droit commercial la solidarité est de règle, les co-obligés d'un débiteur ayant entamé une procédure à fin de règlement amiable homologué devront payer les traites revêtues de leur signature à présentation ! Ce n'est pas là un des moindres effets du décret du 25 août 1937... On n'a pas voulu compromettre le crédit, mais c'est au détriment de ceux des signataires qui n'auront pas recours à un règlement amiable.

Créanciers auxquels le sursis est opposable. — Les créances énumérées à l'art. 25 étant hors du champ d'application du décret, le sursis de l'art. 6 n'est pas opposable aux

mesures destinées à assurer leur exécution, de quelque nature qu'elles soient.

Notons qu'en particulier le recouvrement des créances d'origine extra-commerciale pourra être opéré. Il faut ranger parmi elles le paiement des pensions alimentaires, des créances de l'accidenté, de parts héréditaires, les actions en paiement de la dot, etc.

Le débiteur pourra opposer le sursis à tous les autres créanciers, quelles que soient les garanties et sûretés dont leur titre est assorti, non seulement aux créanciers chirographaires, mais également aux créanciers hypothécaires, nantis, gagistes et privilégiés. Le décret ne distingue pas, il est conçu dans les termes les plus généraux.

« La décision du Tribunal... entraîne au profit de ce dernier (le débiteur) un sursis provisoire à toutes poursuites et mesures d'exécution, ainsi qu'à toutes mesures conservatoires qui seraient susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession. »

Il résulte de ce texte que l'octroi du sursis n'est subordonné ni à la qualité de la créance, ni aux sûretés dont elle est assortie, mais seulement, comme nous le verrons, à son origine.

Champ d'application du sursis. — Le sursis paralyse :

- 1) les poursuites;
- 2) les mesures d'exécution;
- 3) les mesures conservatoires;
- 4) les clauses résolutoires,

« qui seraient susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession ». Il faut entendre par « exercice normal » le fonctionnement de l'entreprise intéressée dans ses dimensions et suivant les règles habituelles de la profession. Il va de soi que le débiteur ne pourrait utiliser le sursis pour investir des capitaux saisis par ses créanciers, ni empêcher la saisie d'un de ses immeubles en prétextant un agrandissement de ses locaux d'exploitation au moment où il éprouve des difficultés financières. La jurisprudence a interprété largement l'art. 6 du décret.

Poursuites. — Parmi les poursuites arrêtées par le sursis il faut ranger une assignation en déclaration de faillite, cas prévu à l'art. 5, dernier alinéa (V. supra, p. 33). Il est certain que le Tribunal saisi d'une demande en déclaration de faillite par des créanciers énumérés à l'art. 25 ne devra pas surseoir à statuer. Toutefois, dans le cas de pluralité de demandes de mise en faillite, les juges ne pourraient faire état, pour établir la cessation des paiements, par exemple, des créanciers de l'art. 25 et cela tant que le Tribunal ne se sera pas prononcé sur la requête à fin de règlement amiable. Ils pourraient donc rejeter la demande d'un des créanciers placés hors du champ d'application du décret, motif pris de ce que l'état de cessation des paiements n'est pas suffisamment établi.

M. Rault cite parmi les poursuites susceptibles d'être arrêtées : l'action en résolution, l'action tendant à obtenir une livraison sous astreinte, etc. Mais le débiteur ne pourrait se prévaloir du sursis contre l'exercice d'une action en

nullité fondée sur un vice de consentement ou sur un vice de forme.

Mesures d'exécution et mesures conservatoires. — Le sursis s'applique à toutes les saisies (saisie-arrêt, saisie-exécution, saisie mobilière, etc.), comme à toutes les saisies conservatoires, sous réserve que ces dernières empêchent l'exercice normal de la profession. Le sursis ne jouera donc pas contre les saisies conservatoires ou gageries des marchandises du débiteur destinées à la vente.

Clauses résolutoires. — « La décision du Tribunal arrête de même la réalisation et l'effet des clauses résolutoires » (art. 6). Cette disposition vise principalement les clauses résolutoires insérées dans les baux à loyer d'immeubles. Mais elle concerne également les loueurs de choses mobilières et les fournisseurs. Ceux-ci perdent ainsi leurs garanties et sont, à cet égard, plus désavantagés que dans la faillite et la liquidation judiciaire.

Droit de rétention du vendeur. — Le débiteur peut-il contraindre son vendeur à lui livrer malgré son insolvabilité ? Il semble que non, car les atteintes aux droits des créanciers portées par le décret ne portent que sur les choses qui ne sont plus en leur possession. Il faut donc appliquer ici les articles 1613 du Code civil et 577 du Code de Commerce (1).

(1) MAUSS et ERHARD. *Le règlement amiable homologué*, p. 104, n° 176.

Droit du banquier. — Le banquier conserverait ainsi le droit de contrepasser la valeur des effets impayés remis par le débiteur et de les garder, dans le cas où le solde du compte serait débiteur, pour en poursuivre le recouvrement jusqu'à parfait paiement.

Caractères du sursis. — Le sursis accordé au débiteur est un sursis *de droit*. Il en résulte que le débiteur peut s'en prévaloir sans avoir à effectuer une demande en justice. L'art. 6 le dit nettement : « La décision du Tribunal déléguant un de ses Juges pour examiner la demande et la situation du débiteur entraîne, *de plein droit*, au profit de ce dernier... un sursis provisoire... etc. ». Mais ce sursis n'est pas absolu. Le créancier est fondé à démontrer que l'exercice de son droit d'exécution n'empêche pas « l'exercice normal » de la profession de son débiteur, et c'est à lui d'en prendre l'initiative. La jurisprudence a consacré cette solution (jugement du 7 oct. 1937; *Gaz. Pal.* 1937, II); (arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 15 nov. 1937; *Rev. Gén. des Faillites*, p. 59, 1938). « Une voie facile est ouverte à tout créancier, fût-il hypothécaire, pour échapper au sursis provisoire, s'il estime que cette mesure lui fait grief; mais *c'est à lui, dans ce cas, de prendre l'initiative de se pourvoir devant le magistrat compétent* ».

Jurisprudence. — Les Tribunaux, presque unanimement, ont fait une rigoureuse application du sursis de l'art. 6.

Sursis à saisie-arrêt. — Il a été jugé que le sursis empêche la continuation d'une procédure de saisie-arrêt : (Cour

d'App. de Paris, 6^e Ch. des référés, 14.XII, 1937 ; *Gaz. Pal.* 1938, I, p. 182).

« L'art. 6 du décret du 25 août 1937 sur le Règlement Amiable Homologué empêche provisoirement jusqu'à l'homologation définitive de ce règlement la continuation d'une procédure de saisie-arrêt pratiquée antérieurement, et ne permet pas au juge des référés du tribunal civil, pendant cette période de sursis, de procéder à un cantonnement avec affectation spéciale prévu par l'art. 567 du Code de Proc. civ., ce qui serait reconnaître en principe le bien-fondé de la saisie.

Pouvoirs du Juge. — Le même arrêt en précise l'étendue : « Mais le Juge des référés peut, tout en maintenant la saisie-arrêt qui fait l'objet d'une instance en validité, désigner un séquestre des sommes saisies-arrêtées, et l'autoriser à prélever les fonds indispensables à l'exercice normal de la profession du débiteur, en cas d'insuffisance certaine des ressources de celui-ci ; ce prélèvement devant cesser au jour de l'homologation définitive du Règlement Amiable ou au jour où le Président du Tribunal de Commerce prendrait une mesure spéciale au profit de la créance du saisissant. »

Le séquestre sera-t-il juge du bien-fondé des demandes de fonds du débiteur ? Il est probable que dans les cas douteux celui-là voudra se couvrir par une décision de justice, ce qui augmentera les frais de procédure.

Sursis à saisie-arrêt malgré assignation en validité anté-

rieure. — « Si le Juge est en principe incompétent pour connaître d'une demande tendant à faire suspendre les effets d'une saisie-arrest lorsque l'assignation en validité est antérieure à l'assignation en référé, il ne saurait en être ainsi lorsque la mesure demandée tend à faire écarter un obstacle à l'application d'un texte législatif tel que le décret du 25 août 1937 dont l'application ne saurait soulever de difficultés sérieuses et qu'elle présente un caractère d'urgence » (Trib. civ. Seine, 9-XI-1937, *Gaz. Pal.*, II-1937, p. 779).

Sursis à l'adjudication d'un immeuble saisi. — Un jugement du Tribunal Civil de la Seine du 7 oct. 1937, J. Cl. Pér. « R. A. H. », 472, blanc ; D. H. 1937, 512), avait refusé le sursis à l'adjudication d'un immeuble saisi dans les termes suivants :

« Attendu qu'aux termes de la jurisprudence relative à l'application de l'art. 443 du Code de Commerce, les créanciers hypothécaires conservent malgré la faillite de leur débiteur, le droit de poursuivre la réalisation de leur gage (Cas. civ., Juil. 1912, D. 1913, I.81).

« Attendu que l'art. 6 du décret du 35 août 1937 ne comporte aucune disposition visant expressément les poursuites des créanciers hypothécaires, que les termes de ce texte ne sont pas de nature à faire échec à la règle précitée et admise de façon constante par la jurisprudence.

« Attendu d'ailleurs que l'art. 13 du même décret précise que le Règlement Amiable n'est pas opposable aux

créanciers hypothécaires qui n'ont pas renoncé à leurs hypothèques, que dès lors on ne saurait admettre qu'il puisse en être autrement à une phase quelconque de la procédure du Règlement Amiable Homologué.

« Attendu qu'il échet dans ces conditions de rejeter l'incident de sursis à l'adjudication soulevé par la partie saisie et de condamner cette dernière aux dépens de l'instance. »

Les arguments de ce jugement sont assez spécieux. Le raisonnement par analogie avec la matière des faillites se conçoit mal à propos d'une législation d'exception. En ce qui concerne le deuxième argument relatif à l'impossibilité de traitements différents d'une même catégorie de créanciers au cours d'une même procédure, remarquons, ainsi que le fait l'auteur de la note sous ce jugement, que « le législateur paraît avoir voulu, d'une part et dans l'intérêt de l'ensemble des créanciers et de la situation du fonds stabiliser pendant tout le cours de la procédure la situation du débiteur en lui évitant des poursuites ou mesures susceptibles de compromettre le sort du Règlement amiable à intervenir, et d'autre part tenir le Règlement amiable inopposable aux créanciers, munis de sûretés, une fois homologué ».

Un jugement analogue a été réformé par la Cour d'Appel de Paris (C. d'App. Paris, 2^e Ch., 15.XI.1937, *Rev. Gén. des Fail.* 1938, p. 59) :

« Considérant enfin que si l'on se place à un point de vue plus général, pour interpréter le sens et la portée de

ce texte, il apparaît que l'intention du législateur a été de protéger le fonds de commerce ;

« Or, considérant que si l'immeuble du débiteur qui exploite était vendu pendant la procédure de Règlement amiable et disparaissait de son patrimoine, le dit fonds se trouverait, de ce fait, sinon détruit, tout au moins extrêmement diminué de valeur, car l'acquéreur ferait expulser des lieux le débiteur saisi, que par suite de la vente les créanciers nantis verraient disparaître leur gage, puisque le fonds ne pourrait plus être exploité dans l'immeuble, et que l'acquéreur pourrait en disposer à sa discrétion, qu'au contraire, l'exécution étant provisoirement suspendue, le Règlement s'en trouverait grandement facilité...

« Dit et juge que toutes procédures d'exécution et de réalisation seront suspendues jusqu'à l'issue de la procédure du Règlement amiable homologué... »

La Cour d'Appel de Paris a statué dans le même sens et pour des raisons identiques. La jurisprudence est bien établie. Le sursis s'étend à toutes les mesures d'exécutions qui entravent l'exercice normal de la profession et, par suite, la conclusion d'un Règlement amiable.

§ 2. — RESTRICTION DES POUVOIRS DU DÉBITEUR

Afin d'éviter l'utilisation du sursis dans un but autre que celui pour lequel il a été donné et en contre-partie tant des risques courus par les créanciers que des avan-

tages considérables procurés au débiteur, des restrictions sont apportées aux pouvoirs de ce dernier.

« A partir de la décision visée à l'alinéa précédent et jusqu'à l'homologation définitive, le débiteur ne peut, à peine de nullité, transiger, hypothéquer, ni aliéner ou s'engager, si ce n'est pour les opérations normales de sa profession, sans l'autorisation du juge délégué » (art. 6, al. 2).

Le législateur donne aux créanciers les moyens de faire annuler certains actes de leurs débiteurs qui leur portent préjudice.

Caractère des restrictions apportées aux pouvoirs du débiteur. — Une question se pose aussitôt. Bien que la sanction des actes accomplis sans l'autorisation du juge délégué soit la nullité, il y a lieu de se demander si le débiteur est atteint d'une véritable incapacité ou si ses actes sont simplement inopposables à ses créanciers.

La détermination du caractère de la restriction apportée à la liberté de contracter du débiteur est importante, notamment en ce qui concerne la liste des bénéficiaires de l'action en nullité. S'il s'agit d'une incapacité le débiteur lui-même pourra s'en prévaloir au même titre que ses créanciers ; et parmi ces derniers nous devons ranger ceux qui ont contracté avec lui postérieurement au jugement désignant un juge. S'il s'agit au contraire d'une simple inopposabilité, seuls les créanciers dont les droits sont antérieurs au jugement pourront exercer l'action (1).

(1) J. RAULT, *op. cit.*, p. 69. n° 36.

Le but, ou mieux, la fonction même du décret doit nous éclairer. Le législateur a voulu favoriser la conclusion d'un Règlement amiable entre un débiteur et ses créanciers. Il a, à cet effet, prescrit le sursis de l'art. 6 qui place le débiteur momentanément à l'abri des exécutions brutales de la part de ses créanciers pendant la durée de la procédure. Ce sont à présent ces derniers qui ont besoin d'être protégés contre certaines conséquences de ce privilège exorbitant du droit commun. La restriction des pouvoirs du débiteur n'est établie qu'au profit de ceux qui pâtissent ou risquent de pâtir d'un usage frauduleux de la situation créée par le sursis. Ces personnes sont les créanciers dont les droits sont antérieurs au jugement, et non le débiteur ou ses héritiers, ni les créanciers dont les droits sont nés postérieurement au jugement.

Il s'agit donc d'une simple inopposabilité, non d'une incapacité véritable atteignant le débiteur ; et cela en dépit du terme « nullité » figurant dans les articles 6, al. 2 et 18, al. 2 du décret.

Conditions de validité des actes du débiteur accomplis pendant la période du sursis. — Les actes accomplis par le débiteur pendant la période du sursis ne seront opposables aux créanciers qu'à certaines conditions. Leur détermination est sujette à discussion. Le décret s'exprime ainsi :

« Le débiteur ne peut, à peine de nullité, transiger, hypothéquer, ni aliéner ou s'engager, si ce n'est pour les

opérations normales de sa profession, sans l'autorisation du juge délégué. »

Les actes rentrant dans le cadre des « opérations normales de la profession » sont-ils toujours dispensés de l'autorisation du juge délégué, quelle que soit leur nature, ou bien doit-on distinguer parmi eux les transactions et les constitutions d'hypothèques d'une part, les aliénations et engagements d'autre part ? de telle sorte que seuls parmi les actes constituant les « opérations normales » de la profession les *aliénations et engagements* seraient dispensés d'autorisation, tandis que les *transactions et les constitutions d'hypothèques* ne le seraient pas ?

M. Jean Rault est d'avis que : « les opérations normales débiteur, s'agirait-il même d'une transaction, d'une constitution d'hypothèque ou d'une aliénation. »

On peut penser toutefois, étant donné la rédaction ambiguë de l'art. 6, al. 2 du décret, que l'autorisation du juge devra être demandée et obtenue pour toutes les transactions et constitutions d'hypothèques, même dans le cas où ces actes formeraient des « opérations normales » de la profession.

Le texte de l'art. 6, al. 2 semble, à certains points de vue, autoriser cette interprétation. La présence du mot (ou de la conjonction) « ni » sépare nettement, en ce qui concerne la dispense de l'autorisation des actes rentrant dans la catégorie des opérations normales de la profession, les transactions et constitutions d'hypothèques des aliénations et engagements. Sinon le législateur aurait supprimé le mot « ni » et écrit :

« Le débiteur ne peut, à peine de nullité, transiger, hypothéquer, aliéner ou s'engager, si ce n'est pour les opérations normales de sa profession, sans l'autorisation du juge délégué. »

Cette interprétation présente des avantages, puisque les opérations normales de la profession sont, au premier chef, les opérations courantes, c'est-à-dire les achats et les ventes de marchandises.

Il résulte de cette interprétation que le créancier qui demandera au Tribunal l'annulation d'actes tels qu'une transaction ou une constitution d'hypothèque n'aura pas à démontrer que l'opération qu'ils traduisent est « anormale ». Le défaut d'autorisation suffira à provoquer l'annulation.

Au contraire, lorsqu'il s'agira d'une aliénation ou d'un engagement, le créancier devra faire la preuve que l'acte n'est pas dans la catégorie des opérations normales de la profession, preuve qui sera souvent difficile à rapporter...

Compétence et voie de recours. — En l'absence de dispositions spéciales on appliquera les règles habituelles de la procédure tant au point de vue de la compétence que des voies de recours.

Etendue de la période de restrictions des pouvoirs du débiteur. — Cette période s'étend du jugement déléguant un juge au jugement refusant de poursuivre la procédure d'homologation, ou, si la procédure est poursuivie, jus-

qu'au jugement homologuant ou refusant d'homologuer le Règlement amiable.

Bénéficiaires de l'action. — L'art. 18, al. 2, confère le bénéfice de l'action en nullité à « tout créancier intéressé ». Ces créanciers sont-ils les mêmes que ceux qui disposent des actions en résolution et en nullité prévues à l'alinéa 1 du même article ? L'affirmative n'est pas souhaitable, surtout si on limite le bénéfice des actions de l'alinéa 1^{er} aux seuls créanciers auxquels le Règlement homologué est opposable. (V. inf. 75 et 80).

Tous ceux auxquels le sursis est opposable doivent pouvoir disposer de l'action. On rangera donc parmi les personnes bénéficiaires, outre les créanciers auxquels le Règlement une fois homologué est opposable, les créanciers munis de privilèges ou de sûretés particulières. Ces derniers ont souvent intérêt à maintenir la consistance du gage de leur débiteur, soit à raison de leur qualité accessoire de créanciers chirographaires, soit à raison des conséquences que peuvent avoir sur la consistance de leur gage les actes de leur débiteur.

D'ailleurs, l'action en nullité de l'art. 6, al. 2 rentre dans la catégorie des mesures conservatoires qui ne sont visées par le sursis qu'autant qu'elles empêchent l'exercice normal de la profession.

Effets du jugement d'annulation. — L'acte n'est annulé qu'à l'égard des parties en cause dans l'instance. Il eût

été profitable d'annuler l'acte à l'égard de tous les créanciers intéressés, comme dans la faillite. Mais cette assimilation est impossible en l'absence d'une disposition expresse du décret. D'autre part les créanciers ne sont pas réunis en une masse ayant à leur tête un syndic.

Il y a là une lacune plus regrettable. Il eût été bon, suivant en cela la procédure du décret du 8 août 1935 instituée en faveur des obligataires d'un même emprunt, de permettre aux créanciers de se prévaloir des décisions rendues en faveur de l'un d'eux.

Section III. — Le Rapport du Juge

Le juge délégué par le jugement dont les principaux effets viennent d'être succinctement examinés doit procéder à la confection d'un rapport qui éclairera le Tribunal sur la situation et sur la moralité du débiteur (art. 7, al. 1).

Le juge ne dispose que de 7 jours pour faire son rapport. Ce délai est souvent trop court, mais en pratique il est porté à trois semaines par suite de la prescription habituelle des mesures de publicité.

Le juge est aidé par le ou les mandataires de justice qui auront pu lui être joints par le Tribunal. Le rôle de ces derniers est de vérifier l'exactitude du bilan produit par le débiteur, c'est-à-dire de contrôler les chiffres relatifs à l'actif et au passif de l'entreprise.

Les Tribunaux estiment d'ailleurs que si le débiteur ne

fournit pas des renseignements et documents de nature à éclairer rapidement la religion du juge délégué, il ne remplit pas les obligations qui lui incombent et que sa situation ne présente pas la netteté indispensable pour permettre la continuation de la procédure (1).

(1) Conf. gén. des Prés. et Memb. des Trib. Com. France; Ass. gén. 16 juin 1938, p. 19 et 22.

CHAPITRE IV

**Du jugement rendu sur le rapport du Juge délégué
au jugement statuant sur l'homologation**

Le Tribunal, toujours en Chambre du Conseil, sur le rapport du juge délégué, prononce un jugement qui contient l'une des trois solutions suivantes :

- 1) Rejet de la requête (art. 7, al. 2) ;
- 2) Homologation d'office (art. 7, al. 2) ;
- 3) Continuation de la procédure (art. 7, al. 1).

1) REJET DE LA REQUÊTE

Si le Tribunal estime avoir en mains la preuve que le Règlement ne peut être accordé, il peut rejeter la requête. Il le fera lorsqu'il apparaîtra dès cette phase de la procédure que les majorités requises ne peuvent sûrement pas être obtenues.

Voies de recours. — On a pu se demander si le décret ne laissait pas au débiteur dont la requête est rejetée le droit de faire appel. En effet, si le premier paragraphe de l'article 16 enlève aux intéressés le droit de faire opposition et appel aux jugements et ordonnances rendus par application de l'article 7, le second paragraphe du même article porte que : « toutefois la décision du tribu-

nal refusant l'homologation n'est pas susceptible d'opposition mais peut être frappée d'appel par le débiteur ». Le jugement statuant sur le rapport du juge délégué et rejetant la requête rentre-t-il dans cette dernière catégorie ? La jurisprudence a répondu par la négative. La décision rendue sur une requête en vue d'obtenir un Règlement amiable n'est susceptible ni d'opposition ni d'appel. » (Trib. com. Seine, 23.XI.1937, *Journ. trib. com.* 1938, p. 209, et Cour d'Aix (3^e ch.), 18 mai 1938).

2) HOMOLOGATION D'OFFICE

Celle-ci aura lieu lorsque la double majorité requise aura été obtenue par le débiteur. Le Tribunal ne l'accordera à cette hauteur de la procédure qu'avec circonspection. L'art. 7, al. 2, précise en effet que l'homologation d'office ne sera donnée « qu'à titre exceptionnel » (1).

Voies de recours. — Aucune voie de recours n'est offerte aux créanciers (art. 16, al. 1), si ce n'est le pourvoi en cassation.

3) CONTINUATION DE LA PROCÉDURE

Si le Tribunal décide la continuation de la procédure, il nomme un ou plusieurs mandataires de justice ou maintient ceux qui ont été précédemment commis (art. 7,

(1) Pour les effets de l'homologation, v. *infra*, p. 57 et suiv.

al. 2). Il peut préciser le détail de leur mission et ordonner la convocation des créanciers par insertion (art. 9). Notons que la double publicité prévue aux art. 5, al. 3 et art. 9 doit avoir été faite, et non l'une ou l'autre, pour que le Règlement homologué soit opposable à tous les créanciers chirographaires.

Voies de recours. — La seule voie de recours offerte aux créanciers est le pourvoi en cassation. L'art. 16, al. 1, leur refuse l'opposition et l'appel.

ADMINISTRATION DU RÈGLEMENT AMIABLE

Continuation de la procédure (suite). — *Convocation des créanciers.* — Le sursis accordé au débiteur, les incapacités qui le frappent, permettent de procéder à la consultation des créanciers.

Dans la huitaine du deuxième jugement le juge délégué arrête la date à laquelle les créanciers seront convoqués (art. 8). Les convocations seront individuellement faites par le greffier, par simple lettre recommandée avec accusé de réception. En outre la convocation devra être faite par insertion si le Tribunal en a ainsi ordonné.

Procédure de vérification des créances

Consultation des créanciers. — Les créanciers, convoqués ou non, sont, au jour fixé par la convocation, réunis

en assemblée. Leur consultation est réalisée par une procédure voisine de celle de la faillite.

Déclaration des créances. — Elle a lieu au jour fixé pour l'assemblée. Chaque créancier fait lui-même, ou par son fondé de pouvoir dûment autorisé, la déclaration de sa ou de ses créances. Mais la déclaration a pu résulter de l'acceptation antérieure par le créancier des chiffres portés aux propositions de Règlement amiable. Cette acceptation antérieure équivaut à une déclaration que le créancier n'a pas besoin de renouveler.

Contestation des créances. — La contestation des créances est admise. Elle est faite par le débiteur ou par tout créancier intéressé, à l'exception, bien entendu, des créanciers privilégiés, hypothécaires, etc. Les contestations sont faites conformément au droit commun (art. 10, al. 2), c'est-à-dire sous la forme de contredits envoyés au greffier, comme dans la faillite (art. 495 et 498 du Code de Com.).

Fixation du montant de la créance. — Le juge délégué arrête le montant des créances, soit au chiffre de la déclaration des créanciers, ou, à son défaut, au chiffre donné par le débiteur, soit par la fixation d'une provision en cas de contestation.

Les montants définitifs des créances contestées seront fixés par le Tribunal de Commerce (art. 498 Code Com.).

Rapport du mandataire de justice. — Le mandataire

est celui qui a été commis par le Tribunal. Son rapport contient tous les éléments de nature à éclairer la situation du débiteur. Il y a lieu de penser qu'il révélera à l'assemblée la taxation de ses émoluments (art. 10, dernier al.). Les créanciers ont un délai de sept jours pour y faire opposition.

Propositions du débiteur. — Le débiteur a la faculté de faire de nouvelles propositions à ses créanciers. Il proposera, par exemple, des sûretés supplémentaires : nantissements, hypothèques, cautions, etc., ou même des dividendes plus forts.

Vote des créanciers. — Le vote est réservé aux seuls créanciers chirographaires, à l'exclusion des créanciers hypothécaires, gagistes, nantis ou privilégiés, à moins qu'ils n'aient renoncé à leurs sûretés, privilèges, etc. Ces créanciers ne peuvent pas formuler de dire, le décret ne leur laisse que la faculté d'être entendus en leurs observations.

Le vote consiste en un refus ou une acceptation consigné sur un bulletin annexé au procès-verbal. L'acceptation antérieure des propositions du débiteur reste acquise et équivaut à un vote favorable si elle n'a pas été retirée par son auteur. V. sup. p. 54).

Vote des créanciers privilégiés, gagistes, nantis, hypothécaires. — Quelles sont les conséquences de la participation au vote des créanciers privilégiés, gagistes, nantis et hypothécaires ?

1) *A l'égard de leurs sûretés.* — Dans la faillite le vote des créanciers privilégiés et hypothécaires emporte de plein droit renonciation à leurs privilèges et hypothèques (art. 508 C. Com). Faut-il étendre cette solution au Règlement amiable ? Nous ne le pensons pas. Mais l'effet du vote sera de placer ces créanciers sous la loi du Règlement. Leurs sûretés ne garantiront plus que le paiement des dividendes (1).

2) *A l'égard du scrutin.* — Si les créanciers privilégiés ou hypothécaires ont voté pour l'octroi du Règlement amiable il n'y a pas de difficultés puisque leur participation au scrutin leur rend opposable le concordat.

Si au contraire ces créanciers ont voté contre les propositions du débiteur, il faut distinguer suivant que leur participation a entraîné ou non le refus du Règlement. Dans le cas où la double majorité en nombre et en sommes n'aurait pu être formée même en l'absence de leurs voix, le refus du Règlement subsistera, après rectification opérée par le Tribunal.

Au contraire, si les majorités requises n'ont pu être réunies que par suite du vote des créanciers privilégiés ou hypothécaires il appartiendra au Tribunal, soit d'annuler le scrutin et de convoquer une nouvelle assemblée, soit de rectifier purement et simplement les résultats du scrutin en chambre du conseil lorsque les éléments de ce dernier feront ressortir une forte majorité en faveur du débiteur.

(1) J. RAULT, *op. cit.*, n° 84.

M. Jean Rault estime qu'il faut conserver leurs sûretés aux créanciers privilégiés, hypothécaires et gagistes qui ont voté contre le Règlement (1). Cet avis est partagé par la plupart des membres des Tribunaux de Commerce (2).

Dispositions adoptées. — Ce sont celles qui réunissent les voix de la majorité absolue des créanciers représentant les deux-tiers en sommes. Les créances de ceux qui n'ayant pas accepté les propositions du débiteur lors du dépôt de la requête, n'ont pas pris part au vote, seront déduites pour le calcul des majorités tant en nombre qu'en sommes (art. 11, al. 2).

Convocation éventuelle d'une nouvelle assemblée. — Le juge peut décider de convoquer une nouvelle assemblée dans le délai maximum de quinze jours. Il le fera lorsqu'il estimera que la majorité des créanciers pourra être ralliée par de nouvelles propositions du débiteur.

Transmission du procès-verbal au Tribunal. — Le procès-verbal de l'assemblée est transmis au Tribunal. Le dossier du débiteur comprend en outre un nouveau rapport du juge délégué. Le Tribunal, qui siège en chambre du conseil, est tenu de rendre son jugement dans un délai de huitaine à dater de la réunion de l'assemblée (ou de la dernière assemblée s'il y en eut deux).

(1) J. RAULT, *op. cit.*, n° 84, p. 102.

(2) Conf. gén. des Prés. et Memb. des Trib. de Com. de France; Ass. gén. du 16 juin 1938, p. 23.

CHAPITRE V

Le jugement statuant sur l'homologation

Nous examinerons successivement :

- I. Le projet de Règlement ;
- II. Le jugement et ses effets.

Section I. — Le projet de Règlement

Caractère juridique. — Les propositions du débiteur et l'acceptation de tout ou partie des créanciers forment un projet de Règlement amiable. Ce projet ne contient aucun engagement pour l'avenir de la part des créanciers acceptants dans le cas de refus d'homologation ; car ces derniers ont subordonné leur consentement à l'égalité de traitement entre tous les créanciers chirographaires. Cette égalité n'est possible qu'après homologation car c'est seulement cette formalité qui imposera le respect du Règlement à la minorité.

Contenu du projet de Règlement. — Il comporte :

- 1) Des réductions de dettes ou des délais de paiement, ou les deux à la fois ;
- 2) La constitution de sûretés au profit des créanciers (réelles ou personnelles). Cette constitution est d'autant

plus nécessaire que le jugement d'homologation n'emporte pas d'hypothèque judiciaire. S'il s'agit d'une hypothèque ou d'un nantissement, l'inscription devra être prise au nom de chacun des créanciers partie à la convention. Ainsi que le remarque M. J. Rault dans son étude sur le Règlement : « Il y a là une complication fâcheuse à laquelle il pourrait être facilement remédié par une réforme qui attribuerait qualité au mandataire de justice pour conclure au nom des créanciers l'acte constitutif d'hypothèque ou de nantissement » (1) ;

3) Divers engagements de nature à assurer l'exécution de la convention tels que : Interdiction de cesser le commerce ou de vendre le fonds sans autorisation, etc. ;

4) Détermination de la rémunération touchée par les administrateurs de Sociétés Anonymes. Cette clause est-elle obligatoire ? On peut se le demander puisque la loi subordonne le bénéfice des dispositions du décret aux Sociétés Anonymes à une réduction des rémunérations de leurs administrateurs à un taux fixé *d'accord* avec les créanciers. Mais si les créanciers sont libres de déterminer le taux des appointements ils peuvent maintenir celui qui était en cours au moment du dépôt de la requête. Leur silence sera donc considéré comme un consentement tacite.

Rien n'empêche d'ailleurs les créanciers de fixer les prélèvements effectués par le débiteur sur les bénéfices

(1) J. RAULT. *Le B. A. H.*, op. cit., p. 110, n° 92.

de l'entreprise, même s'il ne s'agit pas d'une Société Anonyme.

5) a) Désignation du ou des mandataires de justice ou représentants des créanciers chargés de contrôler et d'assurer l'exécution du Règlement (art. 17).

b) Détermination de leur mission et des conditions dans lesquelles ils exerceront leurs fonctions.

Section II. — Le jugement statuant sur l'homologation

§ 1. — *Le jugement. Généralités.* — Le Tribunal après avoir pris connaissance du nouveau rapport du juge délégué statue. Il accorde ou refuse l'homologation du projet de Règlement.

Pouvoirs du Tribunal. — Quels sont les pouvoirs du Tribunal ? Le décret s'exprime nettement : « Il (le Tribunal) *peut toujours* refuser l'homologation ». Ses pouvoirs sont donc discrétionnaires. Il n'est nullement lié par la réunion des conditions légalement requises, même par celles relatives à la double majorité. Il en est de même dans la faillite et la liquidation judiciaire. Comme dans l'homologation d'un concordat, le Tribunal considérera la personnalité du débiteur, aux points de vue de sa moralité, de ses capacités commerciales et de ses possibilités d'exécution du Règlement. Il ne faut pas que le Règlement amiable soit un moyen déguisé de retarder une faillite inévitable.

Mais le Tribunal ne peut modifier les clauses du projet. Il est en présence d'un contrat, d'un accord de volontés dont le contenu s'impose à lui. Il ne peut même pas accueillir des propositions plus avantageuses qui seraient faites par le débiteur postérieurement à la dernière assemblée. Peut-il toutefois lui en donner acte ? Il y a lieu de le penser, non seulement par analogie avec la procédure du « donner acte » en matière de faillite, mais encore en raison de l'esprit du décret.

« Le Tribunal doit se prononcer sur les dires insérés au procès-verbal de l'assemblée » (art. 13, par. 1). C'est une garantie pour les créanciers qui sont ainsi assurés de trouver des éléments propres à étayer l'argumentation d'un pourvoi en cassation au cas où ils jugeraient que le Tribunal n'a pas suffisamment tenu compte de leurs observations.

Voies de recours. — La seule voie de recours est l'appel qui n'est laissé qu'au débiteur et seulement en cas de refus d'homologation du Règlement.

Les créanciers, comme le débiteur dans le cas de l'homologation, ne disposent donc que du recours en cassation.

Publicité. — Le Tribunal peut ordonner la publication du jugement homologuant le Règlement. La publication évitera la signification du jugement au moyen de lettres recommandées avec accusé de réception effectuée par le greffier. La publicité est d'ailleurs obligatoire lorsque le

Tribunal avait prescrit les insertions prévues aux art. 5 et 9 (art. 13, dernier al.).

Inscription au registre du commerce. — Le jugement sur l'homologation doit être mentionné sur le registre du commerce ou des métiers. S'ajoutant à celles de la décision du Tribunal désignant un juge et du jugement rendu sur le rapport du juge délégué, cette mention est la troisième occasionnée par la procédure du Règlement amiable. L'utilité de ces mentions s'explique par les effets juridiques considérables propres à chaque phase de la procédure.

§ 2. — EFFETS DU JUGEMENT STATUANT SUR L'HOMOLOGATION

A) *Refus de l'homologation du Règlement amiable*

Si le Tribunal a refusé l'homologation, le débiteur se trouve, *ipso-facto*, replacé dans la situation juridique qu'il occupait au moment du dépôt de la requête et avant le premier jugement du Tribunal désignant un juge.

Le sursis de l'art. 6 prend fin et avec lui l'espèce d'incapacité relative attachée au débiteur et prévue à l'alinéa 2 du même article.

Le débiteur, s'il n'est pas d'office déclaré en faillite, peut-il déposer une nouvelle requête à fin de Règlement amiable et paralyser ainsi indéfiniment les poursuites de ses créanciers ? Aucune disposition du décret ne l'en

empêche. Dans la pratique, si la situation du débiteur ne s'est réellement pas améliorée depuis le refus de l'homologation, la nouvelle requête sera rejetée, soit d'office, soit à la requête des créanciers. M. J. Rault refuse au débiteur le pouvoir de déposer une nouvelle requête à fin de Règlement amiable.

B) Le règlement amiable une fois homologué

Différence entre les effets du Concordat et les effets du Règlement amiable homologué. — Dans la faillite ou la liquidation judiciaire une distinction est faite entre les droits des créanciers chirographaires et ceux des créanciers à gages. Les premiers sont réunis dans une même masse représentée par un syndic qui gère leurs intérêts. L'homologation du concordat le rend obligatoire pour tous les créanciers sans exception ni réserve (art. 516 C. Com.). L'égalité est ainsi maintenue entre eux. Ils sont certains que les sacrifices qu'ils vont consentir ne seront pas compromis par l'un d'eux.

On laisse aux créanciers possédant des sûretés le droit de poursuivre individuellement leurs débiteurs, à moins qu'ils ne renoncent à leurs privilèges, hypothèques, etc. Par contre les droits de ces créanciers se bornent à la stricte réalisation de leurs gages. Dans la mesure où la vente de ces derniers ne suffit pas à les rembourser ils subiront la loi et les effets du concordat et seront traités comme des créanciers chirographaires.

La faillite assure donc l'égalité de traitement entre les créanciers chirographaires d'une part, et entre les créanciers à gages d'autre part. Elle détermine en outre les rapports entre chacune de ces catégories de créanciers de telle sorte que les droits des seconds ne s'exercent aux dépens des premiers que dans la mesure de la consistance de leurs gages. On va voir qu'il est loin d'en être ainsi dans le Règlement amiable.

§ 3. — EFFETS DU RÈGLEMENT AMIABLE HOMOLOGUÉ
A L'ÉGARD DES CRÉANCIERS

Il faut distinguer les effets du Règlement à l'égard :

- 1) des créanciers ;
- 2) du débiteur.

Effets du Règlement à l'égard des créanciers

Créanciers chirographaires. — Le Règlement est opposable à tous les créanciers chirographaires si l'insertion d'un extrait de la requête (art. 5) et de la convocation des créanciers à l'assemblée a été prescrite par le Tribunal et effectuée (art. 13, al. 2). Un arrêt de la Cour d'Appel de Colmar, du 13 février 1938, a décidé que : « La convocation des créanciers par insertion dans la presse, prévue par l'art. 9 du décret-loi du 25 août 1937, ne saurait à elle seule satisfaire aux prescriptions de l'art. 13 du décret, lequel par une disposition qui ne peut être appliquée que strictement exige, pour rendre le décret opposable à tous, que

le Tribunal ait ordonné la publicité autorisée non seulement par l'article 9, mais encore par l'article 5. »

S'il n'y a pas eu de publicité, le Règlement n'est opposable qu'aux créanciers qui ont été convoqués ou qui ont comparu à l'assemblée (art. 13, al. 2). Parmi les créanciers chirographaires il faut ranger les créanciers possédant des sûretés qui ont renoncé à leurs hypothèques, nantissements, privilèges, etc., et ceux qui, ayant pris part au vote, ont voté pour l'acceptation des propositions du débiteur. Le Règlement est également opposable aux créanciers munis de sûretés qui ont accepté les propositions du débiteur antérieurement à la tenue de l'assemblée mais qui n'ont pas pris part aux opérations du scrutin.

Il résulte des dispositions du décret que dans le cas de défaut de publicité ou de publicité incomplète ou irrégulière, un certain nombre de créanciers chirographaires peuvent méconnaître le Règlement, sans parler de ceux énumérés à l'art. 25 du décret. Ce sont les créanciers qui n'ont pas été convoqués : ils peuvent donc, dès le jugement accordant l'homologation, exécuter leur débiteur et réduire à néant les sacrifices faits par les autres créanciers. Ces derniers, paralysés par leurs engagements, risquent ainsi de voir leur gage entièrement absorbé à leur détriment.

Il y a là une grande différence avec le concordat obtenu à la suite d'une faillite ou d'une liquidation judiciaire, qui assure par l'intermédiaire de la masse l'égalité de traitement entre tous les créanciers chirographaires.

2° *Effets du Règlement à l'égard des créanciers
ayant des sûretés*

Le Règlement homologué ne leur est pas opposable. « En ce qui concerne les créanciers gagistes, privilégiés ou hypothécaires qui n'ont pas renoncé à leurs hypothèques, gages ou privilèges, le Règlement ne leur est pas opposable » (art. 13, al. 3).

Le principe est donc net. Les créanciers ayant des sûretés recouvrent, dès l'homologation, une dangereuse liberté d'action qui peut, du jour au lendemain, compromettre le but escompté de la procédure, c'est-à-dire le renflouement du débiteur.

Il y a plus. Les créanciers chirographaires qui ont consenti des délais, ou des réductions de dettes, se trouvent singulièrement désavantagés. Leurs sacrifices vont profiter aux créanciers auxquels le Règlement n'est pas opposable. Ces derniers pourront saisir le patrimoine entier du débiteur !

Octroi de délais au débiteur

Pour remédier — partiellement — aux désastreux effets de cette situation, le législateur a donné au débiteur les moyens de paralyser momentanément les poursuites de certains de ses créanciers, de ceux qu'il a estimé être les plus redoutables. Ce sont :

- 1) le bailleur,
- 2) le vendeur d'un fonds de commerce,

3) le prêteur sur le fonds de commerce.

Le débiteur peut obtenir du Juge des référés des délais, autrement dit un sursis aux poursuites de ses créanciers. La durée de ces délais doit être comprise dans la *durée* du règlement amiable (art. 13, al. 3). Cette dernière disposition empêche le Président du Tribunal de donner des délais au débiteur qui n'aura obtenu que des remises de dettes (1). Il est vrai que jusqu'au 25 février 1938 le débiteur pouvait invoquer le bénéfice des dispositions du décret-loi du 25 août 1937, permettant au Juge des référés de donner des délais, en dehors du règlement amiable, au débiteur poursuivi en vertu d'engagements de même nature.

Contrairement au sursis de l'art. 6, celui de l'art. 13 n'est pas de droit. Il doit être demandé par le débiteur qui veut en profiter. L'ordonnance n'est susceptible ni d'appel, ni d'opposition (art. 16, al. 1).

Juge compétent. — S'il s'agit de poursuites consécutives à l'exécution d'un jugement, le Juge compétent sera le Président du Tribunal civil. Ce sera encore le Président du Tribunal civil qui connaîtra des poursuites exercées en vertu d'actes de caractère civil tels que ceux du bailleur, des créanciers hypothécaires, etc.

Au contraire, le Président du Tribunal de Commerce sera compétent à chaque fois que le débiteur voudra faire échec aux mesures d'exécution et poursuites relatives à des engagements commerciaux : poursuites du vendeur

(1) J. RAULT, *op. cit.*, p. 123, n° 105.

du fonds de commerce, du prêteur nanti sur le fonds, à condition toutefois que les fonds aient reçu une destination commerciale, etc.

L'opposabilité restreinte du Règlement et la Doctrine

M. Rault a écrit notamment à son sujet : « L'institution nouvelle est atteinte d'un vice proprement redhibitoire qui décevra tous les espoirs mis en elle, s'il n'y est pas porté remède sans délai. Une telle institution ne peut assurer le relèvement des entreprises que si elle s'applique au plus grand nombre des créanciers » (1).

M. Laborde-Lacoste pense que « cela risque d'entraîner l'échec de l'institution ou tout au moins d'en réduire beaucoup l'application » (2).

Et les Présidents et Membres des Tribunaux de Commerce de France, dans leur assemblée générale du 16 juin 1938, ont émis le vœu suivant : « Les créanciers privilégiés devront, lorsque le débiteur obtient son règlement amiable, être soumis aux mêmes règles que les autres créanciers, à l'exception de ceux possédant des privilèges légaux admis en cas de faillite » (1).

Doit-on dès lors rendre le règlement opposable aux créanciers gagistes, privilégiés et hypothécaires, ou seulement à certains d'entre eux, ou respecter leurs droits à l'imitation des règles de la faillite ?

(1) *Gaz. Pal.*, 24-25 oct. 1937.

(2) *Semaine juridique*, 9 janv. 1938.

(1) Conf. gén. des Prés. et Memb. des Trib. de Com. de France; Ass. gén. 16 juin 1938, p. 20.

La question est délicate. On ne peut envisager de porter délibérément atteinte aux droits acquis de tous les créanciers ayant des sûretés, mais on pourrait peut-être étendre au règlement les règles de la faillite à l'égard des créanciers privilégiés — bailleur, vendeur — dont la situation est souvent voisine, en fait, de celle des créanciers chirographaires. On ne doit cependant s'engager dans cette voie qu'avec prudence, car, ainsi que le fait observer M. G. Ripert : « Tout se tient dans le règlement des créanciers privilégiés et il ne faut pas que la suppression d'un privilège profite uniquement à un autre créancier privilégié » (1).

§ 4. — EFFETS DU RÈGLEMENT AMIABLE HOMOLOGUÉ A L'ÉGARD DU DÉBITEUR

Fin de l'incapacité. — L'homologation du règlement met fin à l'incapacité établie par l'art. 6, al. 2. Le débiteur recouvre donc l'intégralité de ses pouvoirs à partir du moment où l'homologation est devenue définitive, c'est-à-dire, si on ne refuse pas aux créanciers le pourvoi en cassation, après l'expiration des délais du pourvoi, ou, s'il y a lieu, après le rejet de celui-ci.

Par contre, les créanciers retrouvent leurs droits de poursuite, dans les limites prescrites par le règlement.

Contrôle du débiteur. — Le débiteur ne recouvre pas

(1) G. RIPERT. *Rev. générale de Droit commercial*, année 1938, n° 1, p. 222.

toujours son entière liberté d'action. Car le Tribunal a pu, si les créanciers réunissant la double majorité prévue à l'art. 11 l'ont demandé, instituer une sorte de conseil de surveillance chargé de contrôler la gestion du débiteur (art. 17). Ce conseil comprendra soit un ou plusieurs experts désignés par le Tribunal, soit un ou plusieurs créanciers choisis par ces derniers. La mission des membres de ce conseil est assez vague : ils doivent signaler au Président du Tribunal de Commerce « tout ce qui leur paraîtrait anormal ». Cela suppose qu'ils auront le droit de pénétrer dans l'entreprise du débiteur, de se faire communiquer ses livres, sa comptabilité, divers documents.

Il ne faut pas se dissimuler que cette surveillance ne ressemble que de très loin à la gestion contrôlée existant dans certains pays, comme la Belgique ou l'Angleterre. Il s'agit plutôt d'une surveillance ayant le caractère d'un contrôle *a posteriori*. Les contrôleurs n'ont en effet d'autres ressources que de signaler les irrégularités qu'ils auront relevées. Ils n'ont par eux-mêmes aucun pouvoir effectif, comme en dispose par exemple, en Angleterre, le Trustee dans le « Deed of Inspectorship with letter of licence ». Mais leur rôle ne sera pas inutile. La communication des livres et des documents du débiteur permettra aux créanciers de découvrir un certain nombre de fraudes et d'exercer ainsi utilement l'action en nullité du règlement amiable de l'art. 18 ; d'être au courant de la *marche des affaires* du débiteur et, le cas échéant, d'avoir des éléments leur permettant d'exercer l'action en révision.

Responsabilité des contrôleurs. — Les contrôleurs sont responsables des informations mensongères qu'ils auront sciemment données sur la situation du débiteur (art. 20, al. 3). Les peines encourues sont celles édictées par l'article 405 du Code pénal, « sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie ».

CHAPITRE VI

Sanctions du Règlement

Nous examinerons successivement :

- 1) la résolution,
- 2) l'annulation,
- 3) la révision.

§ 1. — RÉSOLUTION DU RÈGLEMENT

Le règlement amiable, bien qu'il s'impose à une minorité, est un contrat. Les créanciers sont donc fondés, au cas d'inexécution de celui-ci, à en demander la résolution (art. 18, al. 1). L'analogie avec la résolution du concordat est frappante, et la résolution du concordat n'est elle-même qu'une application de l'art. 1184 du Code civil. Cependant, le décret institue, outre le défaut d'exécution, deux autres causes de résolution. Ce sont :

- 1) le décès du débiteur,
- 2) la cession de son fonds de commerce.

Examen critique de la rédaction de l'art. 18. — Avant d'aller plus avant, il faut remarquer que la rédaction de l'art. 18, al. 1^{er}, prête à confusion. Il porte que « tout créancier intéressé peut demander la résolution du règlement pour inexécution ou, en cas de décès du débiteur ou de

cession du fonds de commerce ou du fonds artisanal, son annulation pour dol ou pour fraude découverte depuis l'homologation ».

La présence d'une virgule, la première, entre les mots « ou » et « en », ferait croire, si l'on s'en tenait à un point de vue strictement grammatical, que les créanciers ne sont fondés à demander la résolution du règlement qu'au cas d'inexécution et non, en outre, au cas de décès du débiteur ou de cession de son fonds. D'autre part, les créanciers ne pourraient exercer l'action en nullité qui leur est octroyée dans le même article qu'en cas de décès du débiteur ou de cession de son fonds ! Mais cette interprétation fausserait certainement la pensée du législateur. Il faut lire : « Tout créancier peut demander la résolution du règlement pour inexécution ou en cas de décès du débiteur ou de cession du fonds de commerce ou du fonds artisanal... », c'est-à-dire supprimer la virgule. Comme le remarque M. J. Rault : « l'interprétation littérale laisserait sans sanction civile le dol et la fraude hors les deux cas où ils seraient accompagnés de la mort du débiteur ou de la vente du fonds ! » (1). D'ailleurs, l'esprit même du règlement amiable et les principes généraux commandent cette solution.

Il n'y a pas lieu d'annuler un contrat qui n'est pas vicié dans sa cause ni dans ses origines. Et les créanciers qui ont accordé des réductions de dettes et des délais ne l'ont

(1) J. RAULT, *Le R. A. H.*, *op. cit.*, n° 128.

fait *qu'intuitu personae* et sous la réserve que le débiteur conserverait son fonds de commerce ; ce dernier constitue non seulement un gage capital, mais encore la source des revenus futurs qui relèveront la valeur du gage et assureront le paiement des annuités. Si l'une des deux conditions qui ont décidé les créanciers à traiter disparaît, la loi leur offre le moyen de faire résoudre leurs engagements.

Bénéficiaires de l'action en résolution. — L'action est donnée à tout créancier intéressé, dit l'art. 18. Il s'agit des créanciers auxquels le règlement est opposable. Mais ne s'agit-il que des seuls créanciers chirographaires ? Et ne peut-on étendre le bénéfice de l'action en résolution à ceux des créanciers auxquels le règlement n'est pas opposable *stricto-sensu*, mais qui ont le recouvrement de leurs créances indirectement paralysé par l'application de l'article 13, al. 1, permettant au Juge des référés d'accorder des délais ? Le bailleur, le vendeur du fonds, le prêteur nanti ont, semble-t-il, intérêt à faire résoudre le règlement qui est la cause de la restriction de leurs droits. Il faut donc leur accorder l'action.

L'action est exercée contre le débiteur ou, s'il y a lieu, contre ses héritiers.

Pouvoirs du Tribunal. — Le Tribunal compétent est le Tribunal de Commerce qui dispose à cet égard, comme en matière de résolution des concordats, du plus large pouvoir d'appréciation. Il peut accorder des délais, à moins qu'il n'estime que le débiteur soit dans l'incapacité de se

remonter et de satisfaire aux obligations du règlement.

Le Tribunal jouit-il d'un pouvoir d'appréciation aussi large lorsque la résolution du règlement lui est demandée motif pris du décès du débiteur ou de la cession du fonds que lorsqu'elle est basée sur l'inexécution ? On peut se le demander, car l'inexécution s'infère d'éléments divers, dont la gravité est variable, tandis que le décès ou la cession d'un fonds sont des faits déterminés qui ne prêtent à aucune équivoque. Pourtant, étant donné le caractère d'opportunité que revêt le règlement, il faut conclure en faveur du maintien des plus larges pouvoirs d'appréciation au Tribunal. M. J. Rault semble se ranger à cette solution. Mais il est évident qu'elle sera sujette à discussion de la part de ceux qui refusent le bénéfice du règlement aux commerçants cessant leur commerce.

Voies de recours. — Le jugement prononçant la résolution ne figurant pas parmi ceux dont l'art. 13 précise qu'ils ne seront susceptibles ni d'opposition, ni d'appel, pourra donc être l'objet de toutes les voies de recours de droit commun, de la part de toute personne intéressée.

Effets du jugement prononçant la résolution. — Lorsque le règlement aura été résolu, les créanciers recouvreront contre le débiteur l'intégralité de leurs droits. Il leur sera loisible de poursuivre individuellement le recouvrement de la totalité de leurs créances, déduction faite des sommes qu'ils auront effectivement touchées. On retombe dans le droit commun. Les créanciers pourront également mettre leur débiteur en faillite si celle-ci n'a pas été pro-

noncée d'office par le Tribunal sur la constatation de la cessation des paiements.

Le débiteur pourrait-il, au cas où il ne serait pas mis en faillite, déposer une nouvelle requête à fin de règlement amiable ? Aucune disposition ne le prohibant, on doit conclure par l'affirmative, sous réserve d'une modification réelle, dans un sens favorable, de la situation du débiteur (V. sup. p. 63).

Quant aux cautions, elles ne cessent évidemment pas d'être tenues par leurs engagements, mais seulement à concurrence du montant des sommes garanties.

§ 2. — ANNULATION DU RÈGLEMENT

Nous n'examinerons que les points sur lesquels cette action diffère, quant à son exercice, de l'action en résolution.

Comme le concordat (art. 518 Code Com.), le règlement amiable peut être annulé « pour dol ou pour fraude découverte depuis l'homologation ». Mais ici le dol ne résulte pas obligatoirement soit de la dissimulation de l'actif, soit de l'exagération du passif.

Remarquons en outre que l'action ne peut se baser que sur un dol ou une fraude découverte depuis l'homologation. Il est en effet aisé au débiteur de révéler avant l'homologation l'existence d'un dol dans les dires insérés au procès-verbal. Mais si la découverte du dol est postérieure à la clôture du procès-verbal de l'assemblée, comme les créan-

ciers ne disposent pas de l'intervention, on peut se demander quelle sera leur attitude. Un moyen facile leur est offert : ce sera d'avertir le Juge délégué qui ne manquera pas d'insérer dans son rapport les faits qui lui seront indiqués.

Effets de l'annulation. — Ce sont, *mutatis mutandis*, les mêmes que ceux de la résolution. Le débiteur ne peut toutefois déposer une nouvelle requête à fin de règlement amiable puisque sa bonne foi est absente. Les cautions sont libérées de plein droit.

M. Mauss estime que l'annulation entraîne la mise en faillite « inéluctable » du débiteur du fait de sa mauvaise foi et la cessation des paiements (1). Mais si celui-ci avait demandé le règlement avant le début de ses difficultés financières — et ce cas sera fréquent chez les commerçants de mauvaise foi — la mise en faillite sera impossible.

§ 3. — RÉVISION DU RÈGLEMENT

Cas où l'action est donnée. — Les créanciers n'ont accepté de consentir un règlement qu'en raison des difficultés financières de leur débiteur et pour faciliter son relèvement. Si celui-ci revient à meilleure fortune, l'action en révision permettra aux créanciers de mettre leurs engagements en harmonie avec la situation nouvelle (art. 19).

(1) MAUSS, *op. cit.*, page 162, n° 137.

L'action est en effet donnée « en cas de retour à meilleure fortune du débiteur ».

Que décider lorsque le débiteur est en mesure de faire définitivement face aux engagements primitifs ? Le Tribunal ne peut réviser le règlement que dans les conditions prévues par le décret. D'autre part, les créanciers ne disposent pas de l'action en résolution si le débiteur exécute les obligations du règlement. Il ne reste donc qu'une solution : faire annuler le règlement. Le Tribunal considérera comme une fraude ou un dol de la part du débiteur le fait de cacher à ses créanciers sa véritable situation et de bénéficier ainsi de facilités qui ne lui avaient été consenties que pour des motifs qui n'existent plus. Cette solution semble nécessaire, étant donné le très long délai imparti aux créanciers — cinq ans ! — pour l'exercice de l'action en révision.

Personnes bénéficiaires. — Ce sont celles qui disposent de l'action en résolution et en nullité, c'est-à-dire les créanciers auxquels le règlement est opposable et ceux dont les droits sont gênés par lui : le bailleur, le vendeur du fonds de commerce, le prêteur nanti. Ces derniers ont intérêt à faire raccourcir le délai du règlement, puisque la durée de ceux qui leur ont été imposés pour le recouvrement de leurs créances par le Président du Tribunal en dépend (art. 13, al. 3).

Délai. — L'action ne peut être intentée avant *cinq ans*, à partir du moment où le jugement d'homologation a acquis l'autorité de la chose jugée.

Procédure. — Le Tribunal se réunit en chambre du conseil, entend le débiteur et les experts (art. 19, al. 2) — il s'agit des membres du conseil de surveillance prévu à l'art. 17 — et désigne un Juge pour faire son rapport sur la situation du débiteur.

Le Tribunal, en possession du rapport du Juge, statue en chambre de Conseil par un nouveau jugement qui modifie le règlement.

Pouvoirs du Tribunal. — Le Tribunal ne peut que modifier le règlement. Il ne pourrait l'annuler, dans le cas où le débiteur serait en mesure de faire depuis longtemps face à ses engagements primitifs, que si cette annulation lui avait été demandée. Ses pouvoirs sont limités à :

- 1) la majoration du pourcentage des paiements;
- 2) la réduction des délais.

Il a donc la faculté, le cas échéant, de supprimer totalement les abattements et les délais, s'il lui apparaît que la situation du débiteur le permet. Il peut même refuser la révision.

Effets du jugement. — Les effets du jugement de révision sont, *mutatis mutandis*, les mêmes que ceux du jugement d'homologation. Si le Tribunal a refusé la révision, le règlement subsiste.

Voies de recours. — Les voies de recours sont celles du droit commun, puisque le jugement statuant sur la révision ne figure pas à l'art. 16. M. Rault refuse cependant

au débiteur le droit de faire opposition, parce qu'il a été convoqué par les soins du greffe « et que s'il ne comparait pas, il ne peut s'en prendre qu'à lui-même et n'a d'autres ressources que d'interjeter appel » (1).

Notons qu'en cas de révision le bailleur, le vendeur du fonds de commerce ou artisanal et le prêteur nanti seraient fondés à demander au Tribunal des référés de raccourcir les délais accordés au débiteur.

Mention au registre du commerce. — Bien que la mention du jugement de révision n'ait pas été prescrite, celle-ci devra pourtant être effectuée par application des principes implicitement contenus à l'art. 15.

(1) J. RAULT, *op. cit.*, p. 167, n° 141

CHAPITRE VII

Dispositions diverses

I. — DISPOSITIONS PÉNALES

L'art. 20 énonce les peines destinées à réprimer les manœuvres du débiteur, des créanciers et des experts susceptibles de fausser la sincérité des opérations concourant à la préparation et à l'exécution du règlement amiable homologué.

Les peines encourues sont celles édictées par l'art. 405 du Code pénal, « sans préjudice de l'application de cet article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie ».

II. — DISPOSITIONS FISCALES

Les art. 22 et 23 dispensent de la formalité de l'enregistrement tous les actes de la procédure, qu'ils soient judiciaires ou extra-judiciaires, à l'exception des listes de créanciers visées à l'art. 3, n° 2, du jugement d'homologation prévu à l'art. 13 et des ordonnances de référés rendues en conformité de l'art. 13 qui seront enregistrés gratis.

Il sera bon, pour éviter des difficultés de la part de l'administration de l'Enregistrement, d'indiquer que l'on se réfère à l'art. 22, non seulement dans chaque acte de la procédure, comme l'exige le décret, mais encore de

mentionner dans la requête que l'on entend se prévaloir des dispositions de cet article tout au long de la procédure (1).

(1) BARDOLLET et BÉRARD. *Le règlement amiable homologué*, p. 21.

CONCLUSION

Nous avons vu, au début de cette étude, que le Règlement amiable homologué était en somme un compromis entre divers projets de loi relatifs à une refonde de notre procédure de règlement de l'insolvabilité, compromis ayant trouvé hâtivement le jour à l'occasion de circonstances exceptionnelles qui ont nécessité une loi d'exception en faveur des débiteurs commerçants malheureux et de bonne foi.

Les critiques n'ont pas été ménagées au décret du 25 août 1937. Les principales visent l'opposabilité restreinte du règlement une fois homologué et l'action en révision. L'action en révision constitue en effet une menace à retardement qui plane sur le débiteur. Celui-ci préférera souvent, pour régler sa situation d'une façon définitive, la liquidation judiciaire. Quant à l'opposabilité jugée trop restreinte du règlement, ses inconvénients paraissent plus théoriques que pratiques. D'ailleurs si le règlement devait demeurer, sous une forme ou sous une autre, dans nos institutions juridiques, il serait facile d'étendre l'opposabilité du règlement jusqu'à celle du concordat. C'est d'ailleurs le vœu le plus général.

Dans la pratique, les critiques ne sont pas moins vives. Mais pour ces dernières, il faut peut-être tenir compte de celles qui résultent d'une modification des habitudes.

En fait, et rien que dans le département de la Seine,

à la date du 9 septembre 1938, 418 requêtes ont été déposées. Le sort des projets de règlement qu'elles contenaient a été le suivant :

222 homologations en fin de procédure.

18 homologations *de plano*.

93 rejets.

27 rétractations.

18 rejets en assemblée.

13 refus d'homologation.

391

Les 27 requêtes restant représentent des projets en souffrance à des hauteurs diverses de la procédure.

Le pourcentage des homologations est donc de 57 %. A l'inverse, le nombre des projets de règlement refusés serait de 43 %. La proportion des homologations d'office ne serait que de 4 % environ. D'autre part, nous sommes informés que les réductions de dettes n'ont pas dépassé 50 %.

Ces chiffres nous indiquent que le Tribunal de Commerce de la Seine — et il faut en dire autant, croyons-nous, des Tribunaux des autres ressorts — n'accorde pas aisément l'homologation d'un règlement. Il considère en effet qu'il s'agit d'une faveur qui ne saurait être accordée qu'à bon escient. Le maximum moyen des réductions de créances tranche fortement avec deux des faillites et des liquidations judiciaires. C'est là un indice de la volonté

de séparer nettement le Règlement amiable homologué de ces dernières institutions.

C'est ce qu'on s'était proposé. Cette constatation nous incite à montrer plus d'indulgence à l'égard du Règlement amiable homologué qu'on ne l'a fait jusqu'à présent. La statistique nous montre d'ailleurs que cette procédure a déjà rendu beaucoup de services.

VU :

Le Président de thèse,

G. RIPERT.

VU :

Le Doyen,

G. RIPERT.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

ROUSSY.

DECRET-LOI DU 25 AOUT 1937**Règlement amiable homologué en faveur des débiteurs
commerçants et artisans**

Le Président de la République Française,

Sur le rapport du président du Conseil, du garde des Sceaux, ministre de la Justice, du ministre des Finances, du ministre du Commerce et de l'Industrie et du ministre du Travail ;

Vu la loi du 30 juin 1937 tendant à accorder au Gouvernement des pouvoirs en vue d'assurer le redressement financier ;

Le Conseil des Ministres entendu,

Décète :

ARTICLE PREMIER. — Jusqu'au 1^{er} janvier 1940, le règlement pouvant comporter des délais de paiement ou même des remises de dettes entre le débiteur commerçant ou artisan et la majorité de ses créanciers peut être homologué par un jugement du tribunal de commerce intervenant dans les formes et dans les conditions suivantes :

ART. L. — Seuls peuvent demander, aux termes du présent décret, l'homologation prévue à l'article 1^{er}, les commerçants et les sociétés commerciales régulièrement inscrits au registre du commerce et les artisans régulièrement inscrits au registre des métiers. Dans tous les cas, l'homologation est demandée au tribunal de commerce.

L'homologation n'est accordée qu'aux débiteurs malheureux et de bonne foi.

Les sociétés anonymes ne pourront invoquer le bénéfice du présent décret que si leurs administrateurs acceptent de réduire leur rémunération à un taux fixé d'accord avec les créanciers, pendant la durée d'application du règlement amiable homologué.

ART. 3. — Si le débiteur a déjà obtenu l'adhésion de la majorité de ses créanciers en nombre et des deux tiers en sommes, il dépose au greffe du tribunal de commerce, dans le ressort duquel il a son principal établissement, les pièces constatant l'accord portant règlement amiable.

Les sociétés devront remplir ces formalités au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est fixé leur siège social, et, si celui-ci est établi hors de France, au siège de leur principal établissement en France.

A défaut d'accord conclu avec les majorités requises, le débiteur dépose ses propositions de règlement.

Dans l'un et l'autre cas, le débiteur dépose en même temps une requête adressée au tribunal et à laquelle sont annexés :

1° L'état détaillé de l'actif et du passif ;

2° La liste des créanciers avec leurs noms, prénoms et adresses, ainsi que le montant et la cause de leurs créances, que celles-ci soient ou non échues, et soient ou non contestées, avec les indications des garanties dont elles sont assorties, le cas échéant ;

3° La justification de ses propositions de règlement et

tous documents de nature à établir sa capacité de paiement ;

4° Un état des opérations effectuées par lui pendant les quinze jours ayant précédé le dépôt de la requête.

ART. 4. — Le greffier donne avis de la requête dans les vingt-quatre heures au procureur de la République.

ART. 5. — Dans un délai maximum de trois jours après le dépôt de la requête, le tribunal, en chambre de conseil, désigne un juge pour, sur examen de la demande et de la situation du débiteur, faire son rapport préalablement au jugement qui doit être rendu dans les dix jours du dépôt de la requête.

Le tribunal peut ordonner la publication d'un extrait de la requête. Dans ce cas, le jugement prévu à l'alinéa 1^{er} du présent article peut n'être prononcé qu'à l'expiration d'un nouveau délai qui ne peut être supérieur à quinze jours.

Le tribunal entend le débiteur dans ses observations.

Le tribunal peut désigner un ou plusieurs mandataires de justice pour assister le juge délégué et procéder à toutes vérifications utiles.

Si le tribunal est saisi d'une requête ou d'une assignation en déclaration de faillite, il ne statue sur la faillite qu'après s'être prononcé sur la requête afin de règlement amiable.

ART. 6. — La décision du tribunal déléguant un de ses juges pour examiner la demande et la situation du débiteur entraîne de plein droit, au profit de ce dernier, un

sursis provisoire à toutes poursuites et mesures d'exécution ainsi qu'à toutes mesures conservatoires qui seraient susceptibles d'empêcher l'exercice normal de la profession, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le président du tribunal, sur simple requête. La décision du tribunal arrête de même la réalisation et l'effet des clauses résolutoires. Le sursis provisoire ne profite pas aux codébiteurs ni aux cautions qui ont renoncé au bénéfice de discussion ou qui sont débiteurs solidaires ou avaliseurs. En ce qui concerne les cautions ordinaires, toutes mesures conservatoires pourront être prises à leur égard.

A partir de la décision visée à l'alinéa précédent et jusqu'à l'homologation définitive, le débiteur ne peut, à peine de nullité, transiger, hypothéquer, ni aliéner ou s'engager, si ce n'est pour les opérations normales de sa profession, sans l'autorisation du juge délégué.

ART. 7. — Par le jugement rendu sur le rapport du juge délégué, le tribunal décide si la procédure d'homologation peut être poursuivie.

Dans l'affirmative, il peut maintenir ou nommer un ou plusieurs mandataires de justice pour procéder à toutes vérifications utiles ; il peut, si le débiteur justifie d'un accord conclu avec les majorités requises et à titre exceptionnel, suivant les circonstances, prononcer l'homologation sans aucune autre forme de procédure.

ART. 8. — Dans le cas où la procédure d'homologation est suivie, le juge délégué arrête, dans la huitaine du jugement, les lieu, jour et heure auxquels les créanciers seront convoqués.

ART. 9. — Les créanciers seront convoqués individuellement dans le délai préfixe minimum de huit jours, par lettre recommandée du greffier avec accusé de réception, contenant les propositions de règlement. Le tribunal peut ordonner la convocation des créanciers par insertion.

ART. 10. — Au jour fixé pour l'assemblée, les créanciers, même ceux qui n'ont pas été convoqués, font par écrit la déclaration du montant de leur créance sans qu'il soit besoin pour eux de renouveler leurs déclarations lorsqu'elles sont conformes au chiffre porté à l'accord ou aux propositions de règlement amiable. Toute déclaration de créance pourra être contestée, soit par le débiteur, soit par chaque créancier.

Le juge arrête le montant des créances soit au chiffre de la déclaration du créancier, ou à défaut, du débiteur, soit par la fixation d'une provision qui pourra être ultérieurement contestée conformément au droit commun.

Le mandataire de justice commis fait un rapport sur la situation. Des propositions définitives peuvent être formulées par le débiteur.

Les créanciers font connaître leur acceptation ou leur refus par la remise d'un bulletin de vote qui est annexé au procès-verbal. Toutefois, l'acceptation donnée à l'occasion du dépôt de la requête reste acquise si elle n'est pas retirée et si les propositions sur lesquelles elle est donnée ne sont pas modifiées, et elle équivaut à un vote favorable.

Les créanciers non acceptants peuvent faire insérer un dire dans le procès-verbal.

Les créanciers privilégiés, gagistes ou hypothécaires qui n'ont pas renoncé à leurs hypothèques, gages ou privilèges, peuvent, sur leur demande, être entendus dans leurs observations, sans toutefois pouvoir prendre part aux votes, ni formuler de dires.

La taxation des émoluments de tous mandataires de justice commis en vertu des articles 5, 7 et 17 est portée à la connaissance des créanciers qui pourront y faire opposition dans le délai de sept jours.

ART. 11. — Les dispositions définitives du règlement sont celles qui sont adoptées à la double majorité en nombre et aux deux tiers en sommes des créanciers dont les créances ne sont pas contestées ou sont admises par provision.

Les créances de ceux qui, n'ayant pas accepté les propositions du débiteur lors du dépôt de la requête, n'ont pas pris part aux votes seront déduites pour le calcul des majorités tant en nombre qu'en sommes.

ART. 12. — Si les deux majorités requises à l'article 11 n'ont pas été obtenues à cette réunion, le juge peut décider de réunir une seconde fois l'assemblée des créanciers dans le délai maximum de quinze jours.

ART. 13. — Le procès-verbal de l'assemblée est transmis au tribunal qui statue, en chambre du conseil, dans la huitaine, soit de l'assemblée prévue à l'article 10, soit de celle prévue à l'article 12, sur le rapport du juge délégué. Le tribunal peut toujours refuser l'homologation. Il doit

se prononcer sur les dires insérés au procès-verbal de l'assemblée.

L'homologation du règlement le rend opposable aux créanciers chirographaires qui ont été convoqués ou qui ont comparu spontanément à l'assemblée. Le règlement est opposable à tous si le tribunal a prescrit la publicité autorisée par les articles 5 et 9.

En ce qui concerne les créanciers gagistes, privilégiés ou hypothécaires qui n'ont pas renoncé à leurs hypothèques, gages ou privilèges, le règlement ne leur est pas opposable; toutefois, le débiteur peut obtenir du juge des référés, en tout état de cause, des délais compris dans la durée du règlement amiable, s'il s'agit, soit d'engagements garantis par le privilège du vendeur du fonds de commerce, soit d'engagements locatifs de nature commerciale, industrielle ou artisanale, soit d'emprunts garantis par un nantissement sur le fonds de commerce.

Le jugement est porté à la connaissance de toutes les parties en cause par les soins du greffier, au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception, à moins que le tribunal n'ait décidé d'ordonner la publication d'un extrait du jugement. La publication du jugement doit être ordonnée lorsque le tribunal a prescrit la publicité autorisée par les articles 5 et 9.

ART. 14. — L'homologation prévue par l'article 13 ci-dessus ne fait pas perdre le bénéfice du terme lorsque celui-ci est plus étendu que celui des échéances du règlement.

ART. 15. — Sont mentionnés au folio du registre du commerce ou des métiers affecté à chacun des établissements du débiteur, par les soins ou à la requête du greffier du tribunal qui les a rendus :

1° La décision du tribunal déléguant un de ses juges pour vérifier la situation du débiteur ;

2° Le jugement rendu sur le rapport du juge délégué dans les dix jours du dépôt de la requête ;

3° Le jugement sur l'homologation.

ART. 16. — Les ordonnances et les jugements rendus par application des articles 5, 6, 7, 8, 10, 12, 13 et 17 ne sont susceptibles ni d'opposition, ni d'appel.

Toutefois, la décision du tribunal refusant l'homologation n'est pas susceptible d'opposition, mais peut être frappée d'appel par le débiteur dans le délai de quinze jours de l'envoi de la lettre recommandée du greffier. L'appel est formé par voie de déclaration au greffe du tribunal de commerce. Il est porté à la connaissance de toutes les parties en cause par lettre recommandée du greffier et transmis par le greffier au greffe de la Cour d'appel. L'appel n'est pas suspensif.

ART. 17. — Le tribunal, si la double majorité des créanciers prévue à l'article 11 le demande, peut, dans le jugement d'homologation, maintenir ou désigner un ou plusieurs experts avec tous pouvoirs de contrôle jusqu'à l'exécution complète du règlement et avec mission de signaler au président du tribunal tout ce qui leur paraîtrait anormal ; il peut également, dans les mêmes conditions, investir

des mêmes pouvoirs et de la même mission, soit un ou plusieurs des créanciers choisis par ceux-ci, soit le mandataire choisi par eux.

ART. 18. — Tout créancier intéressé peut demander la résolution du règlement pour inexécution ou, en cas de décès du débiteur ou de cession du fonds de commerce ou du fonds artisanal, son annulation pour dol ou pour fraude découverte depuis l'homologation.

Il peut, de même, demander l'annulation de tout acte passé par le débiteur en violation de la prescription édictée par l'article 6, alinéa 2, du présent décret.

ART. 19. — Tout jugement d'homologation est susceptible d'être revisé à la requête de l'un quelconque des créanciers intéressés. La demande en revision ne peut être produite que cinq ans au moins après la date à laquelle ledit jugement a acquis force de chose jugée. Motivée par le retour à meilleure fortune du débiteur, elle est déposée au greffe du tribunal qui avait été primitivement saisi en exécution des dispositions de l'article 3 du présent décret.

Le tribunal, en chambre de conseil, désigne un juge pour faire son rapport, le débiteur et les experts visés à l'article 17 entendus.

Par jugement rendu sur le rapport du juge délégué, le tribunal peut modifier les conditions du règlement amiable primitif, aussi bien par une majoration de pourcentage des paiements que par une réduction des délais.

ART. 20. — Sont punis des peines édictées par l'article 405 du Code pénal, sans préjudice de l'application de cet

article à tous les faits constitutifs du délit d'escroquerie :

1° Le débiteur ou son mandataire qui, pour déterminer l'homologation de l'accord portant règlement amiable ou pour y contribuer a, de quelque manière que ce soit, volontairement dissimulé une partie de son actif ou exagéré cet actif, fait au laissé sciemment intervenir aux délibérations un ou plusieurs créanciers supposés ou dont les créances ont été exagérées, fait sciemment une ou plusieurs omissions dans la liste de ses créanciers ;

2° Ceux ou leurs mandataires qui ont, sans être créanciers, pris part aux délibérations du règlement ou, étant créanciers, exagéré leurs créances et ceux qui auraient stipulé, soit avec le débiteur, soit avec toutes autres personnes, des avantages particuliers à raison de leur vote dans les délibérations du règlement ou qui auraient fait un traité particulier auquel résulterait en leur faveur un avantage à charge de l'actif du débiteur ;

3° L'expert qui a sciemment donné ou confirmé des informations mensongères sur la situation du débiteur.

ART. 21. — Tout débiteur qui aurait déposé son bilan aux fins de liquidation judiciaire avant la date d'entrée en vigueur du présent décret peut, si le tribunal n'a pas encore statué, demander le bénéfice des dispositions nouvelles en se conformant aux dispositions de l'article 3.

La même faculté lui est accordée dans le mois de la publication du présent décret, au cas où il aurait été l'objet d'une déclaration de faillite n'ayant pas acquis l'autorité de la chose jugée.

DISPOSITIONS FISCALES

ART. 22. — Tous actes faits en vertu d'un présent décret et s'y référant expressément sont affranchis de la formalité de l'enregistrement, à l'exception des listes de créanciers visés à l'article 3, n° 2, des jugements d'homologation prévus à l'article 13, et des ordonnances de référé rendues en conformité de l'article 13, qui seront enregistrés gratis.

L'usage, au cours de la procédure, d'écrits non passibles des droits dans un délai déterminé n'en rendra pas l'enregistrement obligatoire.

Tous actes faits en vertu du présent décret et s'y référant expressément sont dispensés de tous droits de timbre autres que ceux établis par les titres III, IV et V du Code du timbre.

Il pourra être fait usage, au cours de la procédure sans paiement de droits, des écrits faits sur papier non timbré, sans contravention aux lois du timbre.

ART. 23. — En cas de remise de vente ou d'adjudication, consentie en vertu du présent décret, les nouveaux placards et les nouvelles insertions ne contiendront qu'une désignation sommaire des immeubles ou objets saisis.

Le juge pourra, en outre, décider que les placards seront même manuscrits et apposés, sans procès-verbal d'huissier, dans les lieux qu'il indiquera.

Tous actes judiciaires ou extra-judiciaires résultant de la remise d'une vente ou d'une adjudication sont dispensés de droits de timbre et d'enregistrement.

ART. 24. — Le greffier percevra à l'occasion des formalités nécessitées par l'application du présent décret, les droits et émoluments prévus par les décrets fixant le tarif général des greffiers, toutes les fois qu'il accomplira une opération qui, par sa nature, pourra être assimilée à celles visées dans ces décrets.

ART. 25. — Les dispositions du présent décret ne sont applicables ni aux dettes qui n'auront pas été contractées pour les besoins du commerce ou de l'entreprise artisanale du débiteur ou qui ont une origine délictuelle ou quasi-délictuelle, ni aux sociétés commerciales dans leurs rapports avec leurs obligataires, ni aux créances du trésor public, ni aux créances visées par le Livre I^{er}, article 47 *a*, du Code du Travail modifié par le décret du 8 août 1935, ni aux créances visées par la loi du 5 avril 1928, article 53, ni aux sommes dues aux caisses de compensation en vertu des dispositions de la loi du 11 mars 1932, ni aux créances d'une société dont les emprunts sont soumis à un régime légal ou réglementaire spécial ou bénéficient de la garantie de l'Etat, des départements, des communes ou des établissements publics.

Un décret rendu sur la proposition du ministre des Finances déterminera les formes et conditions dans lesquelles des délais pourront être accordés au débiteur pendant la durée du règlement amiable pour le paiement des sommes dues au Trésor public.

Les délais fixés par le Code de procédure civile pour la validité des procédures d'exécution sont suspendus jusqu'à

l'expiration des délais obtenus par application du présent décret.

ART. 26. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres conformément aux dispositions de la loi du 30 juin 1937.

ART. 27. — Le président du Conseil, le garde des Sceaux, ministre de la Justice, le ministre des Finances, le ministre du Commerce et le ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 25 août 1937.

ALBERT LEBRUN.

BIBLIOGRAPHIE

E. BÉGUIN. — *Le R. A. H.*, *Gaz. Pal.*, 14 septembre 1937 et *Gaz. Pal.*, II-1937 Doct. 13.

BARDOLLET et BÉRARD. — *Le R. A. H.*

L. BOUILLARD. — *Gaz. Pal.*, 30 novembre 1937.

J. ESCARRE et J. RAULT. — *Principes de droit commercial*. T. F.

IGNACE. — *Gaz. Pal.*, 11 décembre 1937.

Marcel LABORDE-LACOSTE, professeur à la Faculté de Droit de Bordeaux.
Sem. Jur., 9 janvier 1938. *Le R. A. H.*

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de Droit commercial*.

CHARLEY DEL MARMOL. — *La faillite en droit anglo-saxon*. Bibl. de l'Institut de droit comparé de Lyon.

René MAUSS et Michel ERHARD. — *Le R. A. H.*

PERCEROU. — *Des faillites et banqueroutes et des liquidations judiciaires*.
Rousseau et Cie, éditeurs, 2^e édition, tomes 1 et 2.

PERRAUD, CHARMANTIER et RIVAL. — *Le R. A. H. en faveur des débiteurs commerçants et artisans*.

PIKETTY. — *Formalités de procédure commentées par...* Extrait des cahiers du Comité d'Etude Consulaire relatifs à la mise en application des décrets-lois du 25 août 1937

G. RIPERT. — *La règle morale dans les obligations civiles*. — *Le régime démocratique et le droit civil moderne*.

J. RAULT. — *Le R. A. H. Revue du Droit général des faillites et des liquidations judiciaires*, année 1937, p. 465. *Gaz. Pal.*, 1937, II, Doct., p. 26.

A. NEUBURGER. — *Gaz. Pal.*, 23 novembre 1937.

Conférence générale des Présidents et Membres des Tribunaux de Commerce de France. Compte rendu de l'assemblée générale du 16 juin 1938.

Revue générale de droit commercial, année 1938, vol. 1.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	1
Section I. — <i>Origines du règlement amiable dans le droit français.</i>	
1) Généralisation des sursis et des moratoires	1
2) Modération du règlement de l'insolvabilité	3
Section II. — <i>Origines du règlement amiable dans le droit comparé ..</i>	6
<i>Droit anglais</i>	6
Deed of assignment for the benefit of creditors	7
Composition deed	8
Deed of inspectorship with letter of license.	
<i>Droit belge.</i>	
La gestion contrôlée	9
Section III. — <i>Caractère généraux du règlement amiable</i>	10
Plan de l'étude	12
Chapitre I. — Personnes bénéficiaires	13
A. <i>Les commerçants et artisans</i>	13
Inscription au reg. du comm.	13
» » » des métiers	15
Condition spéciale pour les soc. anon.	15
Commerçants cessant leur comm.	17
Débiteur ayant demandé la liqu. jud.	19
Débiteur déclaré en faillite	20
B. <i>Etre malheureux et de bonne foi</i>	20
1) Le malheur	20
2) La bonne foi	21
C. <i>Créances complètement exclues du champ. d'app. du déc.</i>	23
1) Créances non-comm.	23
2) Créances des obligataires	23
3) » » travailleurs et assimilés	24
4) » » sociétés contr. par l'Etat ou les collec. loc.	25
5) » » du Trésor public	25

	Pages
Chapitre II. — Préparation de la requête	27
Mise en route de la procédure.	
Compétence.	
Présentation de la demande.	
Pièces à l'appui de la demande	28
Justifications de prop. préal.	
Etat des plus récentes opérations.	30
Avis de la req. au Procureur de la Rép.	
 Chapitre III. — Du jugement délég. un juge au jugement rendu sur le rapp. du juge délég.	 31
Section I. — <i>Le jugement délég. un juge</i>	<i>30</i>
Nomination d'un juge.	
Nomination des mandat. de just.	32
Mesures de publicité.	
Cas où le trib. est saisi d'une req. ou d'une ass. en décl. de faill.	33
Inscription au registre du commerce.	
Section II. — <i>Effets du jugement dél. un juge</i>	<i>34</i>
§ 1. <i>Le sursis.</i>	
Etendue du sursis.	
Personnes bénéficiaires.	
Créanciers auxquels le sursis est opp.	35
Champ d'application du sursis	36
Poursuites	37
Mesures d'exécut. et mesures conserv.	38
Clauses résolutoires	38
Droit de rétention du vendeur	38
» » » » banquier	39
Caractères du sursis	39
<i>Jurisprudence</i>	<i>39</i>
Sursis à saisie-arrêt	39
» » » malg. assign. en validité antérieure	40
» » l'adjudication d'un immeuble saisi	41
§ 2. <i>Restriction des pouvoirs du débiteur</i>	<i>43</i>
Caractères des restrictions apportées aux pouvoirs du débiteur	44
Condition de validité des actes du déb. acc. pend. la période du sursis	45
Comp. et voies de rec.	47
Etendue de la période de restrictions des pouvoirs du débiteur.	47
Effets du jugement d'annulation	48
Section III. — <i>Le rapport du juge</i>	<i>49</i>
 Chapitre IV. — Du jugement rendu sur le rapport du juge délégué au jugement statuant sur l'homologation	 51
§ 1. <i>Rejet de la requête</i>	<i>51</i>
Voies de recours	51
§ 2. <i>Homologation d'office</i>	<i>52</i>
Voies de recours	52

	Pages
§ 3. Continuation de la procédure	53
Voies de recours	54
Administration du règlement amiable	53
Procédure de vérification des créances	53
Consultation des créanciers	53
Déclaration des créances	54
Contestation des créances	54
Fixation du montant des créances	54
Rapport du mandataire de justice	54
Propositions du débiteur	55
Vote des créanciers	55
» » » privilégiés	55
Dispositions adoptées	57
Convocation éventuelle d'une nouvelle assemblée	57
Transmission du procès-verbal au tribunal	57
Chapitre V. — Le jugement statuant sur l'homologation	59
Section I. — Le projet de règlement	59
Caractères juridiques	59
Contenu	59
Section II. — Le jugement statuant sur l'homologation	61
§ 1. Le jugement. Généralités	61
Pouvoirs du tribunal	61
Voie de recours	62
Publicité	62
Inscription au registre du commerce	63
§ 2. Effets du jugement statuant sur l'homologation	63
A. Refus de l'homologation du R. A.	63
B. Le R. A. une fois homologué	64
Différence entre concordat et R. A. H.	64
§ 3. Effets du règlement à l'égard des créanciers	65
1. Créanciers chirographaires	65
2. Créanciers ayant des sûretés	67
3. Octrois de délais au débiteur	67
4. L'opposabilité restreinte du R. A. H. et la doctrine	69
§ 4. Effets du R. A. H. à l'égard du débiteur	70
Fin de l'incapacité	70
Contrôle du débiteur	70
Responsabilité des contrôleurs	72
Chapitre VI. — Sanctions du règlement amiable	73
§ 1. Résolution du R. A. H.	73
Examen critique de l'art. 18	73
Bénéficiaires de l'action	75
Pouvoirs du tribunal	75
Voies de recours	76
Effets du jugement	76
§ 2. Annulation du règlement	77
Effets	78
§ 3. Révision du R. A. H.	78
Cas où l'action est donnée	78

	Pages
Personnes bénéficiaires	80
Délai	80
Procédure	80
Pouvoirs du tribunal	81
Effets du jugement	81
Voies de recours	81
Mention au registre du commerce	82
 Chapitre VI. — Dispositions diverses.	
§ 1. <i>Dispositions pénales</i>	83
§ 2. <i>Dispositions fiscales</i>	83
CONCLUSION	85

